



Assemblée générale

Distr. générale
30 avril 2021
Français
Original : anglais

Conseil des droits de l'homme Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires

Communications envoyées, cas examinés, observations formulées et activités diverses menées par le Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires*

123^e session** (15-19 février 2021)

I. Communications

1. Entre le 1^{er} octobre 2020 et le 19 février 2021, le Groupe de travail, agissant au titre de sa procédure d'action urgente, a porté 34 cas à l'attention des États suivants : Arabie saoudite (4), Cameroun (2), Chine (1), Égypte (5), Inde (1), Iran (République islamique d') (1), Iraq (1), Ouzbékistan (3), Pakistan (11), Qatar (1), République-Unie de Tanzanie (2), Turquie (1) et Venezuela (République bolivarienne du) (1).
2. À sa 123^e session, tenue du 15 au 19 février 2021, le Groupe de travail a décidé de porter 205 cas de disparition forcée nouvellement signalés à l'attention des États suivants : Afghanistan (2), Arabie saoudite (3), Bangladesh (2), Burundi (12), Chine (8), Égypte (5), Émirats arabes unis (2), Fédération de Russie (2), Iran (République islamique d') (1), Iraq (3), Myanmar (14), Népal (1), Pakistan (77), République arabe syrienne (33), République populaire démocratique de Corée (2), Sri Lanka (36) et Yémen (1).
3. Le Groupe de travail a également décidé de porter 11 cas nouvellement signalés de violations assimilables à des disparitions forcées qui auraient été commises par des acteurs non étatiques en Libye (1) et au Yémen (10).
4. Le Groupe de travail a en outre élucidé 51 cas concernant les États suivants : Arabie saoudite (2), Bélarus (1), Cameroun (1), Égypte (3), Libye (1), Pakistan (29), Philippines (12), République arabe syrienne (1) et Venezuela (République bolivarienne du) (1). En tout, 32 cas ont été élucidés à la lumière d'informations reçues des Gouvernements et 19 autres à la lumière d'informations reçues d'autres sources.
5. Entre le 1^{er} octobre 2020 et le 19 février 2021, le Groupe de travail a envoyé 52 communications conjointement avec d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales. Les communications consistaient en trois lettres demandant une intervention rapide, adressées aux États suivants : Inde (1), Pakistan (1) et Sri Lanka (1) ; en 12 appels urgents conjoints, adressés aux États suivants : Albanie (1), Arménie (1), Azerbaïdjan (1), Cameroun (1), Égypte (1), Fédération de Russie (1), Iran (République islamique d') (2), Iraq (1), Myanmar (1), Panama (1), et Turquie (1) ; en 34 lettres d'allégation conjointes, adressées aux États suivants : Cambodge (1), Chine (1), Colombie (1), Comores (1),

* Les annexes au présent document sont reproduites telles qu'elles ont été reçues, dans la langue de l'original seulement.

** Compte tenu des restrictions des déplacements imposées par la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), le Groupe de travail s'est réuni par vidéoconférence.



Côte d'Ivoire (1), Égypte (2), Fédération de Russie (1), Indonésie (1), Iraq (1), Madagascar (1), Mexique (1), Myanmar (1), Ouzbékistan (1), Pakistan (1), Paraguay (1), Pérou (2), République arabe syrienne (2), République démocratique du Congo (1), République démocratique populaire lao (2), République-Unie de Tanzanie (2), Sri Lanka (1), Thaïlande (1), Tunisie (1), Turkménistan (1), Ukraine (1), Venezuela (République bolivarienne du) (1) et Viet Nam (1) ; en 2 lettres d'allégation conjointes adressées à d'« autres acteurs » (Coalition nationale des forces de la révolution et de l'opposition syriennes et autorités de facto à Sanaa) (2) et en 3 « autres lettres », adressées à l'Arabie saoudite (1)¹ et au Mexique (2).

6. À sa session, le Groupe de travail a examiné et adopté trois allégations de caractère général concernant la Colombie, le Mexique et la République arabe syrienne (voir annexe II). Il a également tenu des débats thématiques sur ses méthodes de travail, sur son prochain rapport thématique concernant les disparitions forcées survenant dans le cadre de transferts extraterritoriaux et sur une observation générale qu'il envisage de faire concernant l'article 7 de la Déclaration sur la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées.

7. La liste complète des communiqués de presse et des déclarations publiés par le Groupe de travail au cours de la période considérée figure à l'annexe IV.

II. Autres activités

8. À sa session, le Groupe de travail a mené des entretiens en ligne avec des proches de victimes de disparition forcée et des représentants d'organisations non gouvernementales qui s'occupent de la question des disparitions forcées.

9. À cette même session, le Groupe de travail a tenu des réunions avec des représentants des Gouvernements algérien et japonais, ainsi que des réunions bilatérales informelles avec des représentants d'autres gouvernements.

10. Le 19 novembre 2020, pendant la soixante-septième session ordinaire de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, le Groupe de travail a organisé, conjointement avec la Commission africaine et le Comité des disparitions forcées, un webinaire sur la situation en matière de disparitions forcées en Afrique.

11. La liste complète des autres activités menées par le Groupe de travail pendant la période considérée figure à l'annexe V.

¹ Le Groupe de travail transmet des lettres de demande d'intervention rapide en cas d'intimidation, de persécution ou de représailles contre des proches de personnes disparues, des témoins ou des membres d'organisations concernées. En outre, les violations des droits de l'homme commises par le passé peuvent faire l'objet de lettres d'allégation, les violations actuelles ou potentielles des droits de l'homme peuvent faire l'objet d'appels urgents et les préoccupations relatives aux projets de loi, aux lois, aux politiques et aux pratiques qui ne sont pas conformes au droit international des droits de l'homme et aux normes applicables en la matière sont classées dans la catégorie « autres lettres ». Ces communications sont rendues publiques soixante jours après avoir été envoyées aux États, avec les réponses reçues des gouvernements, le cas échéant, et sont disponibles à l'adresse suivante : <https://spcommreports.ohchr.org/Tmsearch/TMDocuments>.

III. Informations relatives aux cas de disparition forcée ou involontaire survenus dans les États concernés par les communications examinées par le Groupe de travail au cours de sa session

Afghanistan

Procédure ordinaire

12. Le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement, selon sa procédure ordinaire, deux cas concernant les personnes suivantes :

a) Un ressortissant afghan qui aurait été placé en détention par la police à Ghazni le 2 février 2017 ;

b) Un ressortissant afghan qui aurait été arrêté par la police à son domicile à Kandahar le 1^{er} février 2017.

Albanie

Appel urgent conjoint

13. Le 30 décembre 2020, le Groupe de travail et d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales ont envoyé un appel urgent conjoint concernant un ressortissant turc qui aurait été sur le point de faire l'objet d'un transfert de l'Albanie vers la Turquie, transfert au cours duquel il risquait d'être victime de disparition forcée.

Arménie

Appel urgent conjoint

14. Le 7 décembre 2020, le Groupe de travail et d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales ont envoyé un appel urgent concernant, notamment, des disparitions forcées survenues pendant le conflit armé dans la zone de conflit de Nagorno-Karabakh et autour de celle-ci. Une lettre exprimant des préoccupations similaires a été transmise au Gouvernement azerbaïdjanais.

15. Le 22 février 2021, le Gouvernement a répondu à cet appel urgent.

Azerbaïdjan

Appel urgent conjoint

16. Le 7 décembre 2020, le Groupe de travail et d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales ont envoyé un appel urgent concernant, notamment, des disparitions forcées survenues pendant le conflit armé dans la zone de conflit de Nagorno-Karabakh et autour de celle-ci. Une lettre exprimant des préoccupations similaires a été transmise au Gouvernement arménien.

17. Le 5 janvier 2021, le Gouvernement a répondu à cet appel urgent.

Bangladesh

Procédure ordinaire

18. Le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement, selon sa procédure ordinaire, deux cas concernant les personnes suivantes :

a) Mohammad Murshidul Islam, qui aurait été enlevé dans les rues de Taherpur le 19 avril 2017 par des membres du bataillon d'action rapide ;

b) Abdul Kuddus Mohammad, qui aurait été enlevé dans les rues de Baghmara le 6 avril 2017 par des membres du bataillon d'action rapide.

Bélarus

Élucidation à la lumière d'informations reçues de diverses sources

19. À la lumière des informations communiquées par le Gouvernement et d'autres sources, le Groupe de travail a décidé de considérer comme élucidé le cas de Maria Kalesnikava, qui serait détenue dans la prison n° 8 de Minsk.

Burundi

Procédure ordinaire

20. Le Groupe de travail a porté 12 cas à l'attention du Gouvernement, selon sa procédure ordinaire (voir annexe I).

Cambodge

Lettre d'allégation conjointe

21. Le 11 décembre 2020, le Groupe de travail et d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales ont envoyé une lettre d'allégation conjointe concernant la disparition forcée présumée d'un ressortissant thaïlandais membre de l'opposition politique, qui avait disparu au Cambodge, et l'arrestation présumée au Cambodge, la disparition forcée et l'expulsion ultérieure vers la Turquie d'un ressortissant du Mexique et de la Turquie. Des lettres semblables, faisant part d'allégations selon lesquelles des États coordonneraient des détentions extraterritoriales dans la région, y apporteraient leur appui ou y acquiesceraient, ont été adressées à la République démocratique populaire lao, à la Thaïlande et au Viet Nam.

Cameroun

Procédure d'action urgente

22. Agissant au titre de sa procédure d'action urgente, le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement les cas de Ngo Ernest Mofa et de Mokube Onyori, deux ressortissants camerounais enlevés par des agents de la Sécurité nationale le 4 novembre 2020 devant le domicile de ce dernier.

Élucidation à la lumière d'informations reçues de diverses sources

23. À la lumière des informations fournies par diverses sources, le Groupe de travail a décidé de considérer comme élucidé le cas de Njoka Kingsley Fomomyuy, auquel la règle des six mois avait précédemment été appliquée. M. Njoka est détenu à la prison centrale de Kondengui à Yaoundé.

Appel urgent conjoint

24. Le 7 octobre 2020, le Groupe de travail et d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales ont lancé un appel urgent concernant des allégations de restrictions du droit à la liberté de réunion pacifique et de recours excessif à la force pendant des manifestations pacifiques, le 22 septembre 2020.

Chine

Procédure d'action urgente

25. Agissant au titre de sa procédure d'action urgente, le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement le cas de Chang Weiping, ressortissant chinois qui aurait été arrêté à son domicile le 22 octobre 2020 par les forces du Bureau de la sécurité publique de la ville de Baoji.

Procédure ordinaire

26. Le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement, selon sa procédure ordinaire, huit cas concernant les personnes suivantes :

- a) Tenzin Choephel, qui aurait été arrêté par la police en mars 2018 à l'aéroport de Lhasa Gongkar ;
- b) Abudukeremu Abudurousuli, ressortissant chinois appartenant à l'ethnie ouïgoure qui aurait été arrêté par la police locale en mai 2017 à Kashi ;
- c) Molidan Maimaiti, ressortissante chinoise appartenant à l'ethnie ouïgoure qui aurait été arrêtée par la police locale en mai 2017 à Kashi ;
- d) Aikebaier Wushuer, ressortissant chinois appartenant à l'ethnie ouïgoure, qui aurait été arrêté par la police locale en mai 2017 dans le comté de Wensu ;
- e) Abulati Muairemu, ressortissante chinoise appartenant à l'ethnie ouïgoure, qui aurait été arrêtée par la police locale le 15 avril 2017 à Kshgar ;
- f) Turepu Toheti, ressortissant chinois appartenant à l'ethnie ouïgoure, qui aurait été arrêté par la police locale au début de 2017 à Arsilanbag ;
- g) Rouziniyazi Turepu, ressortissant chinois appartenant à l'ethnie ouïgoure, qui aurait été arrêté par la police locale début 2017 à Arsilanbag ;
- h) Yuerniyazi, ressortissante chinoise appartenant à l'ethnie ouïgoure, qui aurait été arrêtée par la police locale début 2016 à Arsilanbag.

Informations reçues de diverses sources

27. Des sources ont communiqué des informations sur quatre cas en suspens, lesquelles n'ont toutefois pas été jugées suffisantes pour élucider les cas en question.

Application de la règle des six mois

28. Le 14 janvier 2021, le Gouvernement a communiqué des informations concernant un cas en suspens auquel le Groupe de travail a décidé d'appliquer la règle des six mois². La personne concernée aurait été libérée.

Informations reçues du Gouvernement

29. Le 14 janvier 2021, le Gouvernement chinois a communiqué des informations sur 21 cas, lesquelles n'ont toutefois pas été jugées suffisantes pour élucider les cas en question.

30. Le 5 février 2021, le Gouvernement suédois a communiqué des informations sur un cas survenu en Chine, lesquelles n'ont toutefois pas été jugées suffisantes pour élucider ce cas.

Lettre d'allégation conjointe

31. Le 4 décembre 2020, le Groupe de travail et d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales ont envoyé une lettre d'allégation conjointe concernant la disparition forcée présumée de Chang Weiping, défenseur des droits de l'homme et avocat, alors placé en « résidence surveillée dans un lieu désigné ».

² Pour des informations sur l'application de la règle des six mois, voir le paragraphe 25 des méthodes de travail du Groupe de travail.

Observation

32. Le Groupe de travail reste très préoccupé par les allégations qu'il reçoit concernant des personnes d'origine ouïgoure résidant dans la Région autonome ouïgoure du Xinjiang. Il s'agit notamment d'allégations indiquant que des personnes sont détenues parce qu'elles ont des parents vivant à l'étranger ou après être elles-mêmes revenues d'un séjour à l'étranger. Le Groupe de travail a également reçu des informations alarmantes indiquant que des personnes ont été placées en détention peu après avoir passé des appels par vidéophone à des proches résidant à l'étranger. Par conséquent, les personnes résidant dans la Région autonome ouïgoure du Xinjiang s'abstiendraient, par crainte de représailles, de contacter leurs proches vivant à l'étranger, qui eux-mêmes renonceraient souvent à établir tout contact avec leurs proches ou à obtenir des informations sur eux de peur de les exposer à un risque de détention.

33. Le Groupe de travail souligne également que les familles doivent être protégées contre tout mauvais traitement et tout acte d'intimidation ou de représailles (Déclaration sur la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, art. 13).

34. Le Groupe de travail espère que le Gouvernement ne tardera pas à répondre favorablement à la demande de visite qu'il lui a adressée le 19 février 2013, et qui a été suivie de rappels.

Colombie

Lettre d'allégation conjointe et réponses

35. Le 4 décembre 2020, le Groupe de travail et d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales ont envoyé une lettre d'allégation conjointe concernant l'absence d'enquêtes efficaces et de coopération bilatérale dans des cas de disparitions survenus dans la zone proche de la frontière avec la République bolivarienne du Venezuela, dont auraient notamment été victimes des migrants et des travailleurs transfrontaliers et qui seraient le fait d'acteurs armés non étatiques, notamment des groupes armés organisés et des groupes criminels. Une lettre similaire a été envoyée à la République bolivarienne du Venezuela.

36. Les 2 et 25 février 2021, le Gouvernement a répondu à la lettre d'allégation conjointe.

Allégation de caractère général et réponse

37. Le Groupe de travail a reçu de sources crédibles des informations concernant des difficultés rencontrées dans l'application de la Déclaration sur la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées en Colombie. Il a envoyé au Gouvernement une lettre d'allégation de caractère général, reproduite à l'annexe II du présent document, qui porte sur l'absence d'enquêtes et de réparations concernant les violations présumées des droits de l'homme, y compris les disparitions forcées, visant des membres des communautés paysannes de Recetor et de Chámeza entre novembre 2002 et mars 2003.

38. Le 14 janvier 2021, le Gouvernement a répondu à l'allégation de caractère général transmise par le Groupe de travail le 17 novembre 2020³. Dans sa réponse, il a indiqué que les autorités compétentes avaient pris diverses mesures d'enquête pour retrouver et identifier les restes humains susceptibles d'être enterrés dans la région de San Antonio (Antioquia). En raison du stade avancé de décomposition des restes, il n'aurait pas été possible de prélever des échantillons biologiques aux fins d'une comparaison génétique. Les organisations de la société civile représentant les victimes de disparitions forcées auraient été consultées au cours des enquêtes.

³ A/HRC/WGEID/122/1, par. 60 et annexe II.

Comores

Lettre d'allégation conjointe

39. Le 14 octobre 2020, le Groupe de travail et d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales ont envoyé une lettre d'allégation conjointe concernant les violations des droits d'Insa Mohamed, alias Bobocha, qui aurait été victime d'un enlèvement extraterritorial et aurait été renvoyé de force aux Comores depuis Madagascar (voir par. 80 ci-après). Le 18 mars 2021, un communiqué de presse a été publié concernant ces allégations.

Côte d'Ivoire

Lettre d'allégation conjointe

40. Le 25 novembre, le Groupe de travail et d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales ont envoyé une lettre d'allégation conjointe concernant la détention arbitraire et la disparition forcée d'Edith Gbalet Pulcherie, de Cyrille Bi Djehi, de Gédéon Junior Gbaou, d'Aimé César Kouakou N'goran et de Pascal Affi N'Guessan, ainsi que des restrictions indues au droit de réunion pacifique.

République populaire démocratique de Corée

Procédure ordinaire

41. Le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement, selon sa procédure ordinaire, deux cas concernant les personnes suivantes :

a) Dong-hyun Baek, ressortissant de la République de Corée, qui aurait été enlevé le 20 décembre 1967 par des membres de la marine de la République populaire démocratique de Corée en mer de l'Est alors qu'il travaillait à bord du Nampoong-ho, un petit chalutier de pêche ;

b) Eung-won Kim, ressortissant de la République de Corée, qui aurait été enlevé le 2 juillet 1968 par des membres de la marine de la République populaire démocratique de Corée en mer de l'Est alors qu'il travaillait à bord du Geumyoong-ho, un petit chalutier de pêche.

42. Conformément à ses méthodes de travail, le Groupe de travail a adressé une copie de ces dossiers au Gouvernement de la République de Corée.

Observation

43. Le Groupe de travail continue d'appeler le Gouvernement à coopérer véritablement et conformément aux résolutions applicables du Conseil des droits de l'homme.

République démocratique du Congo

Lettre d'allégation conjointe

44. Le 14 octobre 2020, le Groupe de travail et d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales ont envoyé une lettre d'allégation conjointe concernant les défenseurs des droits de l'homme Olivier Muhubiri et Christine Mugabo, qui auraient été harcelés, intimidés et menacés et qui auraient fait l'objet de représailles pour avoir mené des activités en faveur des droits de l'homme et pour avoir coopéré avec l'Organisation des Nations Unies à cet égard.

Égypte

Procédure d'action urgente

45. Agissant au titre de sa procédure d'action urgente, le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement cinq cas concernant les personnes suivantes :

- a) Hussein Mohamed Meshrif Mohamed Meshrif, ressortissant égyptien, qui a été vu pour la dernière fois le 10 janvier 2021 alors qu'il était interrogé au siège de l'Office national de sécurité ;
- b) Adel Abdullah Wazeer Abdul al-Maqsood, ressortissant égyptien, qui a été arrêté le 21 janvier 2021 sur son lieu de travail par des agents de l'Office national de sécurité ;
- c) Abdulaziz Gamal Metwally Ibrahim, ressortissant égyptien, que des agents de l'Office national de sécurité ont extrait du poste de police d'El-Erbain, à Suez, pour le conduire vers un lieu inconnu le 18 octobre 2020 ;
- d) Mostafa Farag, ressortissant égyptien, qui a été arrêté le 11 octobre 2020 à son domicile de la rue Adel Emam, à côté de la rue Al-Munjid, dans le quartier d'Al-Kenisah, à Gizeh, par des agents de l'Office national de sécurité, des policiers et des agents des forces spéciales ;
- e) Abdelfattah Soliman, ressortissant égyptien, qui a été arrêté le 2 septembre 2020 au bureau de l'état civil de Mansoura, dans le gouvernorat de Dakahlia, et conduit vers un lieu inconnu par des agents de l'Office national de sécurité.

Procédure ordinaire

46. Le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement, selon sa procédure ordinaire, cinq cas concernant les personnes suivantes :

- a) Islam Ahmed, ressortissant égyptien, qui a été enlevé le 20 janvier 2020 à son domicile par des agents en civil de l'Office national de sécurité ;
- b) Omar Mohammed Sayed Ahmed Amin, ressortissant égyptien, qui a été enlevé dans la rue le 7 juin 2019 par des membres des forces de sécurité en uniforme et en civil ;
- c) Ahmed Salah Ahmed Mohamed, ressortissant égyptien, qui a été arrêté le 8 février 2020 devant son domicile par des membres des forces de sécurité en uniforme et en civil ;
- d) Abdel Moneam Soleiman, ressortissant égyptien, qui a été arrêté le 17 octobre 2020 par des gardes frontière en uniforme à la frontière terrestre entre l'Égypte et le Soudan ;
- e) Hany Farag, ressortissant égyptien, qui a été enlevé le 3 septembre 2020 vers midi par des agents en civil de l'Office national de sécurité.

Application de la règle des six mois

47. Le Gouvernement a communiqué des informations, sur la base desquelles le Groupe de travail a décidé d'appliquer la règle des six mois à 17 cas concernant Mostafa Fouad Abdelawad, Sobhi Abdelhadi Abdelhakim, Amer Fadl Abdelnaim, Mohamed Abdessalam Ali Mohamed, Imad Atifi Hammam, Nasser Khayri Shahata al-Mahdi, Majdi Mohamed Ali Mohamed Farghali, Nasser Suleiman Yassin Abdenasser, Mohamed Ali Ramadan Salama, Maysara Mahmoud Fouad Abdelmoniem, Abdallah Kilany Abdeljaber Abdelaal, Yahia Osama Yahia Abu Salama, Islam Mohamed Tamsah Metwally, Ahmed Mohamed Mansi el-Sayed Salem, Hasan Gouda Mohamedain Gouda, Abdelfattah Farag Musa Soliman et Mostafa Salah Salihin Farag.

Informations reçues du Gouvernement

48. Le 22 octobre et les 8, 9, 11 et 15 décembre 2020, le Gouvernement a communiqué des informations concernant quatre cas, lesquelles n'ont toutefois pas été jugées suffisantes pour élucider les cas en question.

Élucidation

49. À la lumière des informations précédemment communiquées par diverses sources, le Groupe de travail a décidé de considérer trois cas comme élucidés. Dans chacun de ces cas, toutes les personnes concernées seraient en détention, à savoir : Abdulrahman Mohammd Ahmed Sayed, Kamal Nabil Mohammad Abdullah Fayad et Mussaab Mohammad Ismael Sarwi.

Abandon de l'examen

50. Le Groupe de travail a décidé, à titre exceptionnel et conformément aux dispositions du paragraphe 28 de ses méthodes de travail, de mettre fin⁴ à l'examen de 13 cas en suspens, concernant Mamdouh al-Arabi Azhari Diab, Ibrahim Abdallah, Mohamed Abdelmohsen, Bahloul Ahmed, Nabil Mohamed Ali Hassan al-Batouji, Sayed Ali Hassan, Ahmed Chalkami, Mahmoud Ahmed Badawi Fayed, Khaled Mohamed, Atef Suleiman, Mohamed al-Aryan Salama Aouda, Mohamad Saad Abdo Turk et Hassan Ahmed Ashour. Il pourra cependant reprendre l'examen de ces cas à tout moment.

Lettres d'allégation conjointes

51. Le 25 novembre 2020, le Groupe de travail et d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales ont envoyé une lettre d'allégation conjointe concernant l'arrestation et l'inculpation officielle, pour terrorisme et infractions liées à la sécurité nationale, des défenseurs des droits de l'homme Gasser Abdel Rakez, Karim Ennarah et Mohamed Basheer, apparemment en représailles à une réunion sur les droits de l'homme qu'ils avaient tenue avec des représentants de la communauté diplomatique sous les auspices de l'organisation non gouvernementale Egyptian Initiative for Personal Rights.

52. Le 21 décembre 2020, le Groupe de travail et d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales ont envoyé une lettre d'allégation conjointe faisant état d'un refus de soins de santé adéquats et opportuns en détention, lequel a entraîné la mort d'Ibrahim Hassan AbdelGhany al-Batea, de Magdy Taha Mohamed el-Qalawy et de Tony Hasan Khalifa Farghal.

Observation

53. Le Groupe de travail a constaté, dans plusieurs cas, un décalage entre les informations reçues en janvier 2020, qui indiquaient qu'il n'y avait aucune trace de l'arrestation des personnes concernées, et les informations reçues en décembre 2020, qui confirmaient leur détention. À cet égard, le Groupe de travail rappelle les articles 9, 10 et 12 de la Déclaration sur la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées.

El Salvador

Informations reçues du Gouvernement

54. Le 28 octobre 2020, le Gouvernement a communiqué des informations concernant deux cas, lesquelles n'ont toutefois pas été jugées suffisantes pour élucider les cas en question.

Honduras

Informations reçues du Gouvernement

55. Le 8 septembre 2020, le Gouvernement a communiqué des informations concernant 120 cas, lesquelles n'ont toutefois pas été jugées suffisantes pour élucider les cas en question.

⁴ Pour des informations sur l'abandon de l'examen des cas, voir le paragraphe 28 des méthodes de travail du Groupe de travail.

Inde

Procédure d'action urgente

56. Agissant au titre de sa procédure d'action urgente, le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement un cas concernant Mohammad Ashraf Khan Sehrai, qui aurait été enlevé à son domicile à Srinagar (Jammu-et-Cachemire), le 12 juillet 2020 par des militaires de l'armée indienne et des hommes armés paramilitaires.

Informations reçues de diverses sources

57. Des sources ont communiqué des informations sur deux cas en suspens, lesquelles n'ont toutefois pas été jugées suffisantes pour élucider les cas en question.

Lettre de demande d'intervention rapide

58. Le 22 décembre 2020, le Groupe de travail et d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales ont adressé au Gouvernement une lettre de demande d'intervention rapide concernant des actes d'intimidation qui auraient été commis et des perquisitions et des confiscations qui auraient été effectuées lors de descentes réalisées par des agents de la sécurité nationale au Jammu-et-Cachemire.

Indonésie

Lettre d'allégation conjointe

59. Le 1^{er} février 2021, le Groupe de travail et d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales ont envoyé une lettre d'allégation conjointe concernant la détention, la disparition forcée et l'exécution extrajudiciaire présumées d'Apinus Zanambani et de Luther Zanambani par des militaires à Suagapa (Intan Jaya, Papouasie).

Iran (République islamique d')

Procédure d'action urgente

60. Agissant au titre de sa procédure d'action urgente, le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement le cas de Muhammad Adwaiy, ressortissant de la République islamique d'Iran appartenant à la minorité kurde, qui aurait été enlevé le 9 janvier 2021 sur son lieu de résidence dans le village de Selin (Avroman), par des agents du Ministère des renseignements.

Procédure ordinaire

61. Le Groupe de travail a communiqué au Gouvernement, selon sa procédure ordinaire, un cas concernant Albofatleh Foad, journaliste iranien qui aurait été arrêté le 12 août 2020 à son domicile de Kooieh Ramazan, Fازه 2 Karmandi, rue 26, n° 19, à Ahwaz, par des agents des services de renseignement iraniens.

Appels urgents conjoints et réponses

62. Le 1^{er} octobre 2020, le Groupe de travail et d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales ont envoyé un appel urgent conjoint concernant l'exécution imminente de Heidar Ghorbani et de Arsalan Khodkam, deux ressortissants de la République islamique d'Iran appartenant à la minorité kurde, après qu'ils ont tous deux été condamnés à mort, le premier pour *baghi* (rébellion armée contre l'État) et le second pour *moharebeh* (fait de prendre les armes pour tuer ou voler et semer la peur dans le public).

63. Le 24 novembre 2020, le Gouvernement a répondu à l'appel urgent en précisant les fondements juridiques sur lesquels les deux hommes avaient été condamnés et en indiquant que le droit de ceux-ci à une procédure régulière avait été garanti.

64. Le 19 février 2021, le Groupe de travail et d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales ont lancé un appel urgent concernant l'arrestation d'au moins 110 personnes de la minorité kurde pour leur participation présumée à différentes formes de militantisme de la société civile. Le Groupe de travail s'est dit préoccupé par des informations selon lesquelles 40 personnes auraient été victimes de disparition forcée.

Observation

65. Le Groupe de travail se déclare gravement préoccupé par les informations récentes selon lesquelles au moins 40 ressortissants de la République islamique d'Iran appartenant à la minorité kurde auraient été victimes de disparition forcée dans les provinces d'Alborz, de Kermanshah, du Kurdistan, de Téhéran et d'Azerbaïdjan occidental (voir par. 64 ci-dessus). À cet égard, le Groupe de travail rappelle les articles 2, 3, 10 et 13 de la Déclaration sur la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées.

66. Le Groupe de travail regrette profondément de n'avoir reçu, depuis plusieurs années, aucune réponse du Gouvernement sur les communications portées à son attention et espère recevoir des informations prochainement.

Iraq

Procédure ordinaire

67. Le Groupe de travail a communiqué au Gouvernement, selon sa procédure ordinaire, un cas concernant Azad Abdul Karim Mohammad Ali, Salam al-Alaei et Saad al-Alaei.

Lettres d'allégation conjointes

68. Le 9 novembre 2020, le Groupe de travail et d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales ont envoyé une lettre d'allégation conjointe concernant la disparition forcée présumée de Ali Jasib Hattab al-Holaijy, défenseur des droits de l'homme.

69. Le 27 novembre 2020, le Groupe de travail et d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales ont envoyé une lettre d'allégation conjointe concernant la disparition forcée et la détention arbitraire présumées de Sherwan Amin Nao Sherwani, journaliste et défenseur des droits de l'homme.

République démocratique populaire lao

Informations reçues du Gouvernement

70. Le 6 octobre 2020, le Gouvernement a communiqué des informations concernant quatre cas, lesquelles n'ont toutefois pas été jugées suffisantes pour élucider les cas en question.

Informations reçues de diverses sources

71. Des sources ont communiqué des informations sur quatre cas en suspens, lesquelles n'ont toutefois pas été jugées suffisantes pour élucider les cas en question.

Lettres d'allégation conjointes

72. Le 11 décembre 2020, le Groupe de travail et d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales ont envoyé une lettre d'allégation conjointe concernant quatre militants politiques thaïlandais qui auraient disparu en République démocratique populaire lao et concernant la disparition forcée présumée en Thaïlande d'un défenseur des droits de l'homme lao. Dans cette lettre, le Groupe de travail a souligné que les recherches et l'enquête menées dans le cadre de ces cas n'avaient pas avancé. Des lettres semblables faisant part d'allégations selon lesquelles des États coordonneraient des détentions extraterritoriales dans la région, y apporteraient leur appui ou y acquiesceraient ont été adressées au Cambodge, à la Thaïlande et au Viet Nam.

73. Le 5 février 2021, le Groupe de travail et d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales ont envoyé une lettre d'allégation conjointe relative à de nouvelles informations reçues concernant un défenseur des droits de l'homme qui aurait été victime de disparition forcée en 2012.

Observation

74. Le Groupe de travail est gravement préoccupé par les informations indiquant que les personnes associées aux victimes de disparitions forcées en République démocratique populaire lao ne sont pas en mesure de signaler ces cas de disparition forcée aux autorités locales en raison des persécutions dont elles font en permanence l'objet et du risque de représailles auquel elles seraient exposées. Le Groupe de travail souligne également que les familles doivent être protégées contre tout mauvais traitement et tout acte d'intimidation ou de représailles (Déclaration sur la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, art. 13).

75. Le Groupe de travail espère que le Gouvernement ne tardera pas à répondre favorablement à la demande de visite qu'il lui a adressée le 8 avril 2020.

Liban

Informations reçues du Gouvernement

76. Le 4 décembre 2020, le Gouvernement a communiqué des informations concernant 12 cas, lesquelles n'ont toutefois pas été jugées suffisantes pour élucider les cas en question.

Libye

Procédure ordinaire

77. Le Groupe de travail a annoncé en septembre 2019 qu'il commencerait à réunir des informations sur les violations assimilables à des disparitions forcées qui seraient le fait d'acteurs non étatiques⁵. En conséquence, pendant sa session, il a examiné un cas assimilable à une disparition forcée qui aurait eu lieu dans la partie du territoire libyen contrôlée par l'Armée nationale libyenne⁶. Il a envoyé au Gouvernement et à l'Armée nationale libyenne, selon sa procédure ordinaire, une communication concernant Sulayman Yaseen Sulayman Elmiqdad, un citoyen libyen qui aurait été enlevé le 4 août 2019 à son domicile par une milice affiliée à l'Armée nationale libyenne du général Khalifa Haftar.

Élucidation à la lumière d'informations reçues de diverses sources

78. À la lumière des informations précédemment communiquées par diverses sources, le Groupe de travail a décidé de considérer un cas comme élucidé.

Informations reçues de diverses sources

79. Des sources ont communiqué des informations sur huit cas, lesquelles n'ont toutefois pas été jugées suffisantes pour élucider les cas en question. Sur la base de nouvelles informations reçues d'une source, le Groupe de travail a décidé de suspendre la règle des six mois qu'il avait appliquée lors de la 122^e session au cas de Madji Faraj Hamad Salah al-Hawat.

⁵ A/HRC/42/40, par. 94.

⁶ Le Groupe de travail souligne que le fait que des cas aient été portés à l'attention de l'Armée nationale libyenne ne constitue en aucune manière l'expression d'une quelconque opinion concernant le statut juridique de tout territoire, ville ou région, ou de ses autorités.

Madagascar

Lettre d'allégation conjointe

80. Le 14 octobre 2020, le Groupe de travail et d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales ont envoyé une lettre d'allégation conjointe concernant Insa Mohamed, alias Bobocha, qui aurait été victime d'un enlèvement extraterritorial commis par l'État et aurait été renvoyé de force aux Comores depuis Madagascar (voir par. 37 ci-dessus).

Maldives

Informations reçues du Gouvernement

81. Le 18 janvier 2020, le Gouvernement a communiqué des informations concernant un cas, lesquelles n'ont toutefois pas été jugées suffisantes pour élucider ce cas.

Informations reçues de diverses sources

82. Des sources ont communiqué des informations sur un cas, lesquelles n'ont toutefois pas été jugées suffisantes pour élucider ce cas.

Mexique

Informations reçues du Gouvernement

83. Le 9 décembre 2020, le Gouvernement a communiqué des informations concernant 357 cas, dont 44 ont été traités, mais ces informations n'ont pas été jugées suffisantes pour élucider les cas en question.

Lettre d'allégation conjointe

84. Le 1^{er} octobre 2020, le Groupe de travail et d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales ont envoyé une lettre d'allégation conjointe concernant la détention de proches de personnes disparues, de défenseurs des droits de l'homme et de membres de l'organisation A Tu Encuentro et les enquêtes pénales ouvertes sur ces personnes comme suite à leur participation à des manifestations à Guanajuato. La lettre concernait également un militant de l'organisation de la société civile Guanajuato Despertó.

« Autres lettres » conjointes et réponses

85. Le 9 octobre 2020, le Groupe de travail et d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales ont adressé au Gouvernement une « autre lettre » concernant l'accord prévoyant la création d'une force armée permanente chargée de mener des activités de sécurité publique de manière extraordinaire, réglementée, contrôlée, subordonnée et complémentaire, accord qui a été publié le 11 mai 2020 et doit rester en vigueur du 12 mai 2020 au 27 mars 2024.

86. Le 23 octobre 2020, le Gouvernement a répondu à cette « autre lettre ».

87. Le 21 janvier 2021, le Groupe de travail et d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales ont adressé au Gouvernement une « autre lettre » concernant un projet de décret d'application de la loi du Bureau du Procureur général de la République (*Ley de la Fiscalía General de la República*) qui abrogeait la loi portant création du Bureau du Procureur général de la République alors en vigueur ; le projet de décret a été publié au journal officiel du Sénat le 7 octobre 2020. Des inquiétudes ont été exprimées quant au fait que le projet de décret pourrait, s'il était adopté, porter atteinte au droit à un recours effectif qu'ont les victimes, notamment les défenseurs des droits de l'homme et les migrants, en cas de violation du droit à la vérité, à la justice et à une réparation, aller à l'encontre du principe d'indépendance du Bureau du Procureur général et nuire à la recherche des personnes disparues.

Allégation de caractère général

88. Le Groupe de travail a reçu de sources crédibles des informations concernant des difficultés rencontrées dans l'application de la Déclaration sur la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées au Mexique. L'allégation de caractère général, qui figure à l'annexe II, porte sur des irrégularités dans le traitement des cadavres non identifiés par le Bureau du Procureur général de l'État de Morelos.

Observation

89. Le Groupe de travail reste préoccupé par des allégations précédentes selon lesquelles la nouvelle loi sur le Bureau du Procureur général de la République, adoptée le 17 mars 2021 par le Sénat, et les modifications connexes apportées à diverses lois concernant les disparitions forcées feraient fortement reculer les droits des victimes de violations des droits de l'homme, y compris de disparition forcée, entraveraient l'action menée pour mettre fin à l'impunité et affaibliraient la coordination interinstitutionnelle nécessaire pour relever ces défis.

90. À cet égard, le Groupe de travail rappelle les articles 13 et 19 de la Déclaration sur la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées. Le Groupe de travail rappelle également que des mécanismes de responsabilisation et des procédures connexes devraient être mis en place avec la participation active des victimes et de leur famille, ainsi que des institutions nationales des droits de l'homme et des organisations de la société civile⁷.

Myanmar

Procédure ordinaire

91. Le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement, selon sa procédure ordinaire, 14 cas concernant les personnes suivantes :

- a) Un membre du groupe ethnique rohingya qui aurait été enlevé dans le village de Maung Gli Taung début janvier 2017 par des soldats appartenant à l'armée du Myanmar (la Tatmadaw) ;
- b) Un membre du groupe ethnique rohingya qui aurait été enlevé le 20 octobre 2016 dans le village de Kya Gaung Taung par des soldats de la Tatmadaw ;
- c) Un membre du groupe ethnique rohingya qui aurait été enlevé le 6 septembre 2017 dans le village de Thay Kan Gwa Son par des soldats de la Tatmadaw ;
- d) Une fille, membre du groupe ethnique rohingya, qui aurait été enlevée le 30 août 2017 dans le village de Wed Kyein par des soldats de la Tatmadaw ;
- e) Un garçon, membre du groupe ethnique rohingya, qui aurait été enlevé le 20 octobre 2016 dans le village de Yai Twin Kyun par des soldats de la Tatmadaw appartenant aux forces de sécurité gouvernementales ;
- f) Un membre du groupe ethnique rohingya qui aurait été arrêté le 13 octobre 2016 dans le village de Kyet Yoe Pyin par des soldats de la Tatmadaw ;
- g) Un membre du groupe ethnique rohingya qui aurait été enlevé le 27 août 2017 dans le village de Chut Pyin par des soldats de la Tatmadaw ;
- h) Une fille, membre du groupe ethnique rohingya, qui aurait été enlevée le 25 août 2017 dans le village de Pan Kaing par des soldats de la Tatmadaw ;
- i) Un membre du groupe ethnique rohingya qui aurait été enlevé le 2 septembre 2017 dans le village d'Ah Htet Nan Yar-Pyaing Taung par des soldats de la Tatmadaw ;
- j) Un membre du groupe ethnique rohingya qui aurait été enlevé le 26 août 2017 dans le village de Kyun Phauk Phyu Su par des soldats de la Tatmadaw ;

⁷ A/HRC/45/13/Add.3, par. 73.

k) Un membre du groupe ethnique rohingya qui aurait été enlevé le 26 août 2017 dans le village de Kyun Phauk Phyu Su par des soldats de la Tatmadaw ;

l) Un membre du groupe ethnique rohingya qui aurait été enlevé le 27 août 2017 dans le village de Pan Kaing par des soldats de la Tatmadaw ;

m) Un garçon, membre du groupe ethnique rohingya, qui aurait été enlevé le 27 août 2017 dans le village de Pan Kaing par des soldats de la Tatmadaw ;

n) Un membre du groupe ethnique rohingya qui aurait été arrêté en décembre 2016 dans le village de Yai Khut Chaung Khwa par des soldats de la Tatmadaw.

Lettre d'allégation conjointe

92. Le 18 février 2021, le Groupe de travail et d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales ont envoyé une lettre d'allégation conjointe concernant des violations du droit de réunion pacifique, des coupures d'Internet, des attaques sans discrimination ainsi que des détentions arbitraires et des disparitions forcées de journalistes, de manifestants et de personnalités politiques à la suite du coup d'État militaire du 1^{er} février 2021.

Appel urgent conjoint

93. Le 18 décembre 2020, le Groupe de travail et d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales ont envoyé un appel urgent conjoint concernant les allégations de disparition forcée, de détention arbitraire et de mauvais traitements d'un garçon de 17 ans et de son père, Serajul Mustafa, ainsi que le décès en détention de M. Mustafa, survenu par la suite. Ces arrestations seraient liées aux opérations lancées par les forces de sécurité dans l'État rakhine en septembre et octobre 2020.

Observation

94. Le Groupe de travail est vivement préoccupé par le renversement du Gouvernement civil par les militaires qui ont pris le pouvoir au Myanmar, et notamment par les allégations de disparitions forcées de journalistes, de manifestants et de personnalités politiques depuis le coup d'État du 1^{er} février 2021. Le Groupe de travail rappelle les dispositions de l'article 7 de la Déclaration sur la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées. Il demande instamment à l'armée de rétablir les institutions démocratiques et de faire en sorte que toutes les personnes détenues pour avoir exercé leurs droits fondamentaux soient immédiatement libérées et ne subissent aucun préjudice pendant leur détention.

Népal

Procédure ordinaire

95. Le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement, selon sa procédure ordinaire, un cas concernant Nandalal Chauhan, qui aurait été arrêté à Joganiya Chowk en février 2006 par des membres de l'armée népalaise.

Panama

Appel urgent conjoint et réponse

96. Le 10 novembre 2020, le Groupe de travail et d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales ont adressé un appel urgent concernant Muaz Türkyılmaz, qui aurait été privé de sa liberté et pourrait être extradé vers la Turquie, où il risquerait d'être victime de disparition forcée et de détention arbitraire. Une copie de l'appel urgent a été transmise au Gouvernement turc.

97. Le 8 janvier 2021, le Gouvernement panaméen a répondu à l'appel urgent en précisant le fondement juridique de la privation de liberté de M. Türkyılmaz et a confirmé que la Turquie avait fait une demande d'extradition.

Pakistan

Procédure d'action urgente

98. Agissant au titre de sa procédure d'action urgente, le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement les cas des onze personnes suivantes :

a) Muhib Ali Leghari, alias Muhib Azad Leghari, ressortissant pakistanais, qui aurait été enlevé par des agents de la police pakistanaise le 4 septembre 2020 près du village de Sahib Khan Chandio (Hyderabad) ;

b) Ahmad Ullah, ressortissant pakistanais, qui aurait été arrêté par des agents de l'armée pakistanaise le 1^{er} janvier 2021 à son domicile, à Spalga (Turi Khel), au Waziristan du Nord (province du Khyber Pakhtunkhwa) ;

c) Badshah Islam, ressortissant pakistanais, défenseur des droits de l'homme et militant du mouvement pachtoune Tahafuz, qui aurait été arrêté par des agents de l'armée pakistanaise le 13 janvier 2021 à son domicile, à Datta Khel, bureau de poste de Speen Wam (Tehsil Speen Wam), au Waziristan du Nord (province du Khyber Pakhtunkhwa) ;

d) Taj Aman Ullah, ressortissant pakistanais et étudiant, qui aurait été enlevé par des agents de l'armée pakistanaise le 20 septembre 2020 à Spalgal (Turi Khel), bureau de poste de Miran Chah (Tehsil Miran Chah), au Waziristan du Nord (province du Khyber Pakhtunkhwa) ;

e) Fayaz Hussain Shaikh, ressortissant pakistanais et militant, qui aurait été arrêté par des policiers le 8 novembre 2020 vers 1 h 30 à Jamshoro, devant l'université de médecine Liaquat de Latifabad (Hyderabad) ;

f) Amal Noor, ressortissante pakistanaise, qui aurait été enlevée par des agents de l'armée et des services secrets pakistanais le 11 décembre 2020 à Tehsil Tank, au Waziristan du Sud (province du Khyber Pakhtunkhwa) ;

g) Anwar Ullah, ressortissant pakistanais, qui aurait été arrêté par des agents de l'armée pakistanaise le 10 décembre 2020 dans son magasin d'Aba Khel, bureau de poste, Tehsil Speen Wam, au Waziristan du Sud (province du Khyber Pakhtunkhwa) ;

h) Shah Hikmat, ressortissant pakistanais, qui aurait été enlevé par des agents de l'armée et des services secrets pakistanais le 7 octobre 2020 à son domicile, à Zai Saidgal, bureau de poste de Data Khel (Tehsil Data Khel), au Waziristan du Nord (province du Khyber Pakhtunkhwa) ;

i) Waheed Ullah, ressortissant pakistanais, qui aurait été enlevé par des agents de l'armée et des services secrets pakistanais le 20 août 2020 vers 4 heures à son domicile, à Pathan Kot Tank, au Waziristan du Sud (province du Khyber Pakhtunkhwa) ;

j) Yaqoob Khan, ressortissant pakistanais, qui aurait été arrêté par des agents de l'armée pakistanaise le 8 décembre 2020 à un poste de contrôle à Saidagi Tehsil Miran Chah, au Waziristan du Nord (province du Khyber Pakhtunkhwa) ;

k) Naeem Gul Khan, ressortissant pakistanais, qui aurait été arrêté par le commandant de la 195^e aile du *Frontier Corps* le 25 décembre 2020 à un poste de contrôle au Waziristan du Sud (province du Khyber Pakhtunkhwa).

Procédure ordinaire

99. Le Groupe de travail a porté 77 cas à l'attention du Gouvernement selon sa procédure ordinaire (voir annexe I).

Application de la règle des six mois

100. Le 6 janvier 2021, le Gouvernement a communiqué des informations sur 15 cas en suspens, auxquels le Groupe de travail a décidé d'appliquer la règle des six mois.

Informations reçues du Gouvernement

101. Le 6 janvier 2021, le Gouvernement a communiqué des informations concernant 53 cas, lesquelles n'ont toutefois pas été jugées suffisantes pour élucider les cas en question.

Élucidation à la lumière d'informations reçues de diverses sources

102. À la lumière des informations reçues de diverses sources, le Groupe de travail a décidé de considérer comme élucidés 14 cas, concernant 11 personnes qui auraient été libérées, une personne qui serait décédée et deux personnes qui seraient détenues.

Informations reçues de diverses sources

103. Des sources ont communiqué des informations sur deux cas, lesquelles n'ont toutefois pas été jugées suffisantes pour élucider les cas en question.

Lettre conjointe de demande d'intervention rapide

104. Le 21 décembre 2020, le Groupe de travail et d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales ont envoyé une lettre de demande d'intervention rapide concernant les actes d'intimidation, les menaces de représailles et le harcèlement auxquels Fazal ur Rehman Afridi, défenseur des droits de l'homme, et certains de ses proches et collaborateurs étaient constamment exposés.

Lettres d'allégation conjointes

105. Le 23 décembre 2020, le Groupe de travail et d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales ont envoyé une lettre d'allégation concernant la disparition forcée présumée de Mudassar Mahmood, alias Naaru, journaliste et militant des droits de l'homme, concernant des menaces et actes d'intimidation envers des personnes qui lui étaient associées, et concernant la disparition forcée de courte durée de Matiullah Jan, journaliste, et les actes d'intimidation répétés qu'il subissait.

Observation

106. Le Groupe de travail se déclare préoccupé par le nombre toujours élevé de nouvelles allégations de disparition forcée au Pakistan, qui révèlent un ensemble alarmant de disparitions forcées de personnes appartenant à des minorités, de militants politiques, de journalistes et de défenseurs des droits de l'homme. Il observe en particulier que, malgré le nombre inquiétant de disparitions forcées qui auraient été commises avec la participation directe d'agents de l'État, le Gouvernement n'a pas pris de mesures efficaces pour empêcher cette pratique. Cette inaction et le climat général d'impunité laissent penser que les disparitions forcées sont tolérées.

107. Le Groupe de travail rappelle les dispositions des articles 2, 3, 7 et 10 de la Déclaration sur la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées.

Paraguay

Lettre d'allégation conjointe et réponses

108. Le 6 octobre 2020, le Groupe de travail a transmis, conjointement avec d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales, une lettre d'allégation concernant la mort de deux jeunes filles argentines dans le département de Concepción à la suite d'une opération menée par l'Équipe spéciale conjointe qui pourrait avoir donné lieu à des exécutions arbitraires, des disparitions forcées de courte durée et même des actes de torture, ainsi qu'à des irrégularités dans les procédures d'identification et d'examen des preuves médico-légales par l'État.

109. Les 19 novembre et 3 décembre 2020 et le 15 janvier 2021, le Gouvernement a répondu à la lettre d'allégation conjointe en précisant les mesures médico-légales et juridiques qu'il avait prises pour enquêter sur la disparition forcée et le décès présumés des deux filles.

Pérou

Lettres d'allégation conjointes

110. Le 11 novembre 2020, le Groupe de travail et d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales ont envoyé une lettre d'allégation concernant la cession de terrains destinés à la construction du sanctuaire de La Hoyada au Ministère des transports et des communications aux fins de l'agrandissement de l'aéroport Coronel FAP Alfredo Mendivil Duarte.

111. Le 24 décembre 2020, le Groupe de travail et d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales ont envoyé une lettre d'allégation concernant des actes de vandalisme ayant gravement endommagé le monument à la mémoire des victimes des violences survenues dans le pays entre 1980 et 2000, monument qui visait à promouvoir une culture de paix et de réconciliation ainsi que le respect des droits de l'homme et la dignité des victimes.

Philippines

Élucidation

112. À la lumière des informations précédemment communiquées par le Gouvernement, le Groupe de travail a décidé de considérer 12 cas comme élucidés. En ce qui concerne 11 de ces cas, les personnes suivantes auraient été libérées : Abdel Babao, Salvador Baddul, Martin Banggay, Rogelio Gammad, Leonor Guimmay, Francisco Gundan, Ronnie Manablug, Rodolfo Soriano, Juan Tappo, Rudy Lacxing et Rodrigo Manali. Par ailleurs, Tido Zumbaga serait décédé.

Informations reçues de diverses sources

113. Sur la base de nouvelles informations reçues d'une source, le Groupe de travail a décidé, à titre exceptionnel, de prolonger de trois mois la règle des six mois qu'il avait appliquée à la 121^e session aux trois cas concernant Larry Aparato, Andres Awid et Pablo Awid.

Qatar

Procédure d'action urgente

114. Agissant au titre de sa procédure d'action urgente, le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement le cas de Muneeb Ahmad Sofi, ressortissant indien qui aurait été vu pour la dernière fois le 19 octobre 2020 au poste de police du centre commercial Safari (Safari Mall).

Fédération de Russie

Procédure ordinaire

115. Le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement, selon sa procédure ordinaire, deux cas concernant les personnes suivantes :

a) Apti Ramzanovich Zaynalov, qui aurait été enlevé le 28 juin 2009 dans une station-service de Grozny par des agents de l'État ;

b) Mikhail Borchashvili, qui aurait été enlevé le 9 mars 2006 dans son appartement à Grozny par des agents de l'État armés.

Application de la règle des six mois

116. Le 14 janvier 2021 et le 8 décembre 2020, le Gouvernement ukrainien et les représentants de la République populaire autoproclamée de Donetsk⁸ ont respectivement fourni des renseignements sur un cas en suspens, auquel le Groupe de travail a décidé d'appliquer la règle des six mois.

Informations reçues du Gouvernement

117. Le 24 décembre 2020 et le 6 janvier 2021, le Gouvernement a communiqué des informations concernant 47 cas, lesquelles n'ont toutefois pas été jugées suffisantes pour élucider les cas en question.

Informations reçues de diverses sources

118. Des sources ont communiqué des informations sur 30 cas en suspens, lesquelles n'ont toutefois pas été jugées suffisantes pour élucider les cas en question.

Lettre d'allégation conjointe

119. Le 26 janvier 2021, le Groupe de travail et d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales ont envoyé une lettre d'allégation concernant les poursuites engagées contre Yuri Alexeevich Dmitriev et le placement en détention de celui-ci ; M. Dmitriev était un historien et défenseur des droits de l'homme qui avait fait des recherches sur les exécutions de citoyens soviétiques pendant les Grandes Purgées et sur l'emplacement de leurs restes en Carélie.

Appel urgent conjoint

120. Le 17 février 2021, le Groupe de travail et d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales ont lancé un appel urgent concernant la détention arbitraire et la disparition forcée présumées d'Ismail Isaev et de Salekh Magamadov.

Observation

121. En ce qui concerne les cas en suspens observés au Caucase du Nord, le Groupe de travail rappelle que la clôture ou la suspension d'une enquête pénale concernant une disparition forcée présumée ne libère pas le Gouvernement de son obligation de rechercher et de retrouver et d'identifier la personne disparue ou ses restes et, le cas échéant, de restituer ceux-ci à ses proches, dans le respect des traditions culturelles.

122. En ce qui concerne les cas en suspens de disparitions de Coréens de Sakhaline, le Groupe de travail demande que tout accord bilatéral avec la République de Corée protège le droit à la vérité des proches des disparus, notamment en leur permettant de consulter les archives pertinentes.

123. Le Groupe de travail espère que le Gouvernement accédera prochainement à la demande de visite qu'il lui a adressée le 2 novembre 2006, et qui a été suivie de rappels.

Arabie saoudite

Procédure d'action urgente

124. Agissant au titre de sa procédure d'action urgente, le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement les cas des quatre personnes suivantes :

a) Abdulaziz Saeed Abdulla, ressortissant qatarien inscrit en études islamiques à l'université, qui n'aurait plus donné de nouvelles depuis le 24 août 2020, date à laquelle il était détenu à la prison d'État d'Abha ;

⁸ Le Groupe de travail souligne que le fait que des cas aient été portés à l'attention de la République populaire autoproclamée de Donetsk ne constitue en aucune manière l'expression d'une quelconque opinion concernant le statut juridique de tout territoire, ville ou région, ou de ses autorités.

b) Salman bin Abdulaziz bin Salman Al-Saud, alias Salman Ghazalan, diplomate et universitaire ;

c) Abdulaziz bin Salman bin Mohammed Al-Saud, père de Salman bin Abdulaziz bin Salman Al-Saud, qui, le 28 novembre 2020, aurait été enlevé d'une villa appartenant aux autorités à Riyad pour être conduit vers un lieu inconnu par des agents de sécurité identifiés comme membres de la Garde nationale, de la police saoudienne et de la Garde royale ;

d) Hussein Said Abdel-Fattah Abo al-Kheir, ressortissant jordanien et chauffeur à Al-Tafila (Jordanie), qui aurait été vu pour la dernière fois le 24 juillet 2020, date à laquelle il était détenu à la prison de Tabouk.

Procédure ordinaire

125. Le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement, selon sa procédure ordinaire, trois cas concernant les personnes suivantes :

a) Mohammad Afzal, ressortissant pakistanais et travailleur migrant, qui aurait été vu pour la dernière fois le 9 avril 2017 à la prison de Briman ;

b) Mohammed Imran, ressortissant pakistanais et travailleur migrant, qui aurait été vu pour la dernière fois le 12 septembre 2019 à la prison de Briman ;

c) Muammar al-Qaddafi Nagy al-Qanawy, ressortissant égyptien et conducteur d'engins lourds, qui aurait été vu pour la dernière fois le 14 janvier 2020 à la prison de Tabouk.

Application de la règle des six mois

126. Le 23 décembre 2020, le Gouvernement a fourni des renseignements sur un cas en suspens, auquel le Groupe de travail a décidé d'appliquer la règle des six mois.

Informations reçues du Gouvernement

127. Le 7 octobre 2020 et le 14 janvier 2021, le Gouvernement a communiqué des informations concernant deux cas, lesquelles n'ont toutefois pas été jugées suffisantes pour élucider les cas en question.

Élucidation à la lumière d'informations reçues de diverses sources

128. À la lumière d'informations reçues de diverses sources, le Groupe de travail a décidé de considérer comme élucidé le cas de Abdulaziz Saeed Abdulla.

« Autre lettre » conjointe

129. Le 17 décembre 2020, le Groupe de travail et d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales ont envoyé une « autre lettre » concernant les graves effets de la loi de 2017 relative à la lutte contre les crimes de terrorisme et leur financement, qui a été modifiée le 19 juin 2020, sur l'exercice des droits de l'homme et des libertés fondamentales en Arabie saoudite.

Réponse à une allégation de caractère général

130. Le 10 août 2020, le Gouvernement a répondu à l'allégation de caractère général que le Groupe de travail lui avait communiquée le 12 juin 2020⁹. Dans sa réponse, il a déclaré que les allégations selon lesquelles les règles et pratiques d'enquête encourageaient la pratique de la disparition forcée étaient dépourvues de fondement. Il a mis en avant l'existence d'une législation nationale visant à prévenir les disparitions forcées, la torture et les autres formes de mauvais traitements des personnes privées de liberté et à garantir le respect d'une procédure régulière.

⁹ A/HRC/WGEID/121/1, par. 112 et annexe I.

Serbie

Informations reçues du Gouvernement

131. Le 26 janvier 2021, le Gouvernement a communiqué des informations concernant un cas, lesquelles n'ont toutefois pas été jugées suffisantes pour élucider ce cas.

Espagne

Informations reçues de diverses sources

132. Des sources ont communiqué des informations actualisées sur un cas en suspens, lesquelles n'ont toutefois pas été jugées suffisantes pour élucider ce cas.

Sri Lanka

Procédure ordinaire

133. Le Groupe de travail a porté 36 cas à l'attention du Gouvernement selon sa procédure ordinaire (voir annexe I).

Lettre d'allégation conjointe

134. Le 9 novembre 2020, le Groupe de travail et d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales ont envoyé une lettre d'allégation concernant : la régression présumée des mesures de justice transitionnelle que Sri Lanka avait adoptées ou s'était engagé à mettre en œuvre face aux graves violations des droits de l'homme commises pendant le conflit (qui avait duré vingt-cinq ans) ; les obstacles aux efforts de commémoration menés par les groupes de victimes ; l'intimidation des victimes et de la société civile.

Lettre conjointe de demande d'intervention rapide

135. Le 6 octobre 2020, le Groupe de travail et d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales ont envoyé une lettre de demande d'intervention rapide concernant des allégations de harcèlement et d'usage excessif de la force par la police envers des participants à une manifestation pacifique organisée à l'occasion de la Journée internationale des victimes de disparition forcée, tenue le 30 août 2020 dans les districts de Jaffna et de Batticaloa. La lettre contenait des informations sur des actes présumés de violence et de harcèlement envers un groupe de femmes défenseuses des droits humains et des membres de l'Association des proches des victimes de disparition forcée dans le Nord-Est.

Observation

136. Le Groupe de travail renvoie à la communication qu'il a publiée le 5 février 2021, avec d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales, dans laquelle il priait instamment les autorités sri-lankaises de cesser de revenir sur les progrès accomplis ces dernières années en matière de reconstruction des institutions démocratiques et de faire pression pour que les auteurs des crimes passés rendent des comptes, pour que justice soit rendue aux victimes et pour que les communautés se réconcilient.

137. Malgré le grand nombre de disparitions forcées survenues à Sri Lanka, les autorités n'ont pas fait de progrès suffisants dans les enquêtes sur ces affaires, dans la recherche des lieux où se trouvaient les victimes ou l'élucidation de leur sort et dans la mise en jeu de la responsabilité des auteurs de ces disparitions. En outre, les déclarations faites par le Gouvernement, notamment sur les mesures devant être prises pour la remise des certificats de décès et les aménagements à apporter au fonctionnement du Bureau des personnes disparues, ont renforcé les craintes des familles quant au processus à suivre pour connaître le sort de leurs proches disparus et l'endroit où ils se trouvaient.

République arabe syrienne

Procédure ordinaire

138. Le Groupe de travail a porté 33 cas à l'attention du Gouvernement selon sa procédure ordinaire (voir annexe I).

Élucidation à la lumière d'informations reçues de diverses sources

139. À la lumière des informations précédemment communiquées par diverses sources, le Groupe de travail a décidé de considérer comme élucidé le cas de Rafat Abdel Rahman Khader Abu Nabhan, qui aurait été libéré.

Lettres d'allégation conjointes

140. Le 6 novembre 2020, le Groupe de travail et d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales ont envoyé une lettre d'allégation concernant l'absence de négociations, dans le processus politique qui se déroulait entre le Gouvernement et l'opposition, sur la conception et l'application de mesures de justice transitionnelle destinées à traiter des violations flagrantes du droit international commises contre des civils depuis mars 2011, ainsi que l'absence de participation significative des victimes au processus. Une lettre contenant des allégations similaires a été conjointement adressée à la Coalition nationale des forces de la révolution et de l'opposition syriennes.

141. Le 6 janvier 2021, la Coalition nationale des forces de la révolution et de l'opposition syriennes a répondu à la lettre d'allégation.

Observation

142. Le Groupe de travail est extrêmement préoccupé par un cas signalé concernant deux femmes syriennes et leurs huit enfants, tous mineurs, qui auraient été enlevés par un groupe armé qui serait affilié aux forces armées syriennes. On ignore toujours où se trouvent les victimes et quel est leur sort. Le Groupe de travail tient à exprimer sa préoccupation face à la vulnérabilité particulière aux disparitions forcées des enfants et des femmes, vulnérabilité que mettent en lumière deux de ses observations générales¹⁰.

143. Le Groupe de travail est d'avis que la Charte sur la vérité et la justice, qui a été présentée par cinq associations de familles syriennes le 10 février 2021, s'inspire d'une vision globale et fondée sur les droits. La Charte appelle à une action collective pour que les auteurs de violations répondent de leurs actes et pour protéger les droits des victimes et de leurs proches à la vérité, à la justice, à une réparation et à la mémoire.

Thaïlande

Lettre d'allégation conjointe

144. Le 11 décembre 2020, le Groupe de travail et d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales ont envoyé une lettre d'allégation concernant six cas présumés de disparition, à l'étranger, de militants politiques thaïlandais. Ils s'inquiétaient du fait que ces cas pouvaient révéler l'existence d'un ensemble d'enlèvements extraterritoriaux aboutissant à des disparitions forcées. Ils faisaient également référence à la disparition forcée présumée en Thaïlande d'Od Sayavong, ressortissant lao et défenseur des droits de l'homme, et à la disparition forcée présumée de courte durée de Truong Duy Nhat, ressortissant vietnamien et défenseur des droits de l'homme, qui était par la suite réapparu (en détention) au Viet Nam. Des lettres semblables faisant part d'allégations selon lesquelles des États coordonneraient des détentions extraterritoriales dans la région, y apporteraient leur appui ou y acquiesceraient ont été adressées au Cambodge, à la République démocratique populaire lao et au Viet Nam.

¹⁰ A/HRC/WGEID/98/1 et A/HRC/WGEID/98/2.

Tunisie

Lettre d'allégation conjointe

145. Le 8 février 2021, le Groupe de travail et d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales ont envoyé une lettre d'allégation concernant l'absence de progrès significatifs dans le processus de justice transitionnelle décrit dans les lois organiques n° 2013-53 et n° 2014-17, en particulier en matière de réparation et de responsabilité, et concernant les tentatives de sape des travaux menés par l'Instance vérité et dignité et du rôle joué par celle-ci dans la recherche de la vérité et de la justice concernant les violations des droits de l'homme commises dans le passé en Tunisie.

Turquie

Procédure d'action urgente

146. Agissant au titre de sa procédure d'action urgente, le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement le cas de Huseyn Galip Kucukozigit, qui aurait été enlevé le 29 décembre 2020 à Ankara par des agents de l'Organisation nationale des renseignements turque et conduit vers un lieu inconnu.

Informations reçues de diverses sources

147. Des sources ont communiqué des informations actualisées sur huit cas en suspens, lesquelles n'ont toutefois pas été jugées suffisantes pour élucider les cas en question.

Informations reçues du Gouvernement

148. Le 19 janvier 2021, le Gouvernement a communiqué des informations concernant cinq cas, lesquelles n'ont toutefois pas été jugées suffisantes pour élucider les cas en question.

Appel urgent conjoint

149. Le 6 novembre 2020, le Groupe de travail et d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales ont transmis un appel urgent concernant la détention et la disparition forcée présumées, en Turquie, de Habib Chaab, ressortissant suédois et iranien, et sa possible expulsion vers la République islamique d'Iran.

150. Le 5 janvier 2021, le Gouvernement a communiqué une réponse à l'appel urgent.

Observation

151. Le Groupe de travail rappelle que la clôture ou la suspension d'une enquête pénale concernant une allégation de disparition forcée ne libère pas le Gouvernement de son obligation de rechercher, de retrouver et d'identifier la personne disparue ou ses restes et, le cas échéant, de restituer ceux-ci à ses proches, dans le respect des traditions culturelles.

Turkménistan

Lettre d'allégation conjointe

152. Le 17 février 2021, le Groupe de travail et d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales ont envoyé une lettre d'allégation concernant des actes qui semblaient être des actes de représailles (accusations sans fondement, harcèlement judiciaire et disparition apparemment forcée, notamment) visant un journaliste indépendant.

Ukraine

Informations reçues de diverses sources

153. Des sources ont communiqué des informations actualisées sur un cas en suspens, lesquelles n'ont toutefois pas été jugées suffisantes pour élucider ce cas.

Lettre d'allégation conjointe

154. Le 11 novembre 2020, le Groupe de travail et d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales ont envoyé une lettre d'allégation concernant la disparition forcée présumée de Rahmiddin Saparov et de Alisher Haydarov, deux ressortissants ouzbeks qui se trouvaient en Ukraine avant d'être apparemment renvoyés de force en Ouzbékistan.

155. Le 5 février 2021, le Gouvernement a répondu à la lettre d'allégation.

Émirats arabes unis**Procédure ordinaire**

156. Le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement, selon sa procédure ordinaire, les cas des deux personnes suivantes :

a) Bashir Nasser Ali al-Marwalah, ressortissant yéménite, qui aurait été vu pour la dernière fois en 2017 dans un lieu inconnu aux Émirats arabes unis ;

b) Adel Said al-Haj Ebeid, alias Abu al-Samah, ressortissant yéménite, qui aurait été vu pour la dernière fois en février 2018 dans un bâtiment public, dans un lieu inconnu, aux Émirats arabes unis.

Observation

157. Le Groupe de travail reste préoccupé par la détention au secret présumée de Sheikha Latifa Mohammed al-Maktoum et par les informations récemment reçues indiquant que celle-ci risque de subir de nouvelles violations de ses droits. À cet égard, il prie instamment le Gouvernement de confirmer le sort de M^{me} al-Maktoum et de prendre immédiatement des mesures suffisant à garantir la sécurité et le bien-être de l'intéressée.

République-Unie de Tanzanie**Procédure d'action urgente**

158. Agissant au titre de sa procédure d'action urgente, le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement les cas des deux personnes suivantes :

a) Said Rwasa, ressortissant burundais ayant le statut de réfugié en République-Unie de Tanzanie, qui a été arrêté le 22 juillet 2020 au camp de réfugiés de Mtendeli par les forces de police tanzaniennes en uniforme et d'autres agents armés non identifiés en uniforme, puis conduit vers un lieu inconnu ;

b) Anaclet Nkunzimana, ressortissant burundais ayant le statut de réfugié en République-Unie de Tanzanie, qui a été arrêté le 22 juillet 2020 au camp de réfugiés de Mtendeli par les forces de police tanzaniennes en uniforme et d'autres agents armés non identifiés en uniforme, puis conduit vers un lieu inconnu.

Lettres d'allégation conjointes

159. Le 18 janvier 2021, le Groupe de travail et d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales ont envoyé une lettre d'allégation concernant les restrictions persistantes et graves dont les libertés fondamentales avaient fait l'objet dans le contexte des élections d'octobre 2020 en République-Unie de Tanzanie.

160. Le 25 janvier 2021, le Groupe de travail et d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales ont envoyé une lettre d'allégation concernant des cas de disparition forcée, d'arrestation et de détention arbitraires, de mauvais traitements ou de torture, voire de meurtre, de réfugiés burundais en République-Unie de Tanzanie.

Ouzbékistan

Procédure d'action urgente

161. Agissant au titre de sa procédure d'action urgente, le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement trois cas concernant les personnes suivantes :

a) Rahmiddin Saparov, qui aurait été enlevé le 19 octobre 2020 par des agents vraisemblablement affiliés aux services de sécurité ouzbeks près du centre de détention n° 64 de Poltava (Ukraine). Il aurait ensuite été expulsé vers l'Ouzbékistan en coordination avec les forces de l'ordre ukrainiennes ;

b) Alisher Haydarov, qui aurait été arrêté le 4 octobre 2020, près de la rue Privolnaya à Mykolaïv (Ukraine), par des agents non identifiés vraisemblablement affiliés au service de sécurité ukrainien. Il aurait ensuite été expulsé vers l'Ouzbékistan en coordination avec les forces de l'ordre ouzbèkes ;

c) Gurbuz Sevilay, ressortissant turc, qui aurait été enlevé le 28 janvier 2021 dans son appartement à Tachkent par cinq hommes présumés affiliés aux services de renseignement ouzbeks.

162. Conformément à ses méthodes de travail, le Groupe de travail a décidé de transmettre une copie des communications concernant MM. Saparov et Haydarov au Gouvernement ukrainien et une copie de la communication concernant M. Sevilay au Gouvernement turc.

Lettre d'allégation conjointe

163. Le 11 novembre 2020, le Groupe de travail et d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales ont envoyé une lettre d'allégation concernant la disparition forcée présumée de M. Saparov et de M. Haydarov.

Observation

164. Le Groupe de travail se déclare préoccupé par les informations selon lesquelles des enlèvements extraterritoriaux et des retours forcés de ressortissants ouzbeks seraient perpétrés sous couvert de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent. Il souligne que le fait de ne pas reconnaître ou de refuser de reconnaître qu'une personne a été privée de liberté par des agents de l'État, même pour une courte durée, est assimilable à une disparition forcée. Il rappelle les dispositions de l'article 8 de la Déclaration sur la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées.

Venezuela (République bolivarienne du)

Procédure d'action urgente

165. Agissant au titre de sa procédure d'action urgente, le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement le cas d'Antonio José Sequea Torres, ressortissant vénézuélien et capitaine de la Garde nationale, qui aurait disparu le 27 décembre 2020 au siège du Service national des renseignements boliviariens à Caracas, après que des agents de ce service l'avaient arrêté à Chuao (État d'Aragua), le 4 mai 2020.

Informations reçues de la source

166. Des sources ont communiqué des informations concernant un cas en suspens, lesquelles n'ont toutefois pas été jugées suffisantes pour élucider ce cas.

Lettre d'allégation conjointe

167. Le 4 décembre 2020, le Groupe de travail et d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales ont envoyé une lettre d'allégation concernant l'absence d'enquêtes efficaces et de coopération bilatérale dans des cas de disparitions et d'exécutions extrajudiciaires survenus dans la zone proche de la frontière avec la Colombie, dont auraient notamment été victimes des migrants et des travailleurs transfrontaliers et qui seraient le fait

d'acteurs armés non étatiques, notamment des groupes armés organisés et des groupes criminels. Une lettre similaire a été adressée à la Colombie.

Viet Nam

Informations reçues du Gouvernement

168. Le 16 novembre 2020, le Gouvernement a communiqué des informations concernant un cas, lesquelles n'ont toutefois pas été jugées suffisantes pour élucider ce cas.

Lettre d'allégation conjointe

169. Le 11 décembre 2020, le Groupe de travail et d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales ont envoyé une lettre d'allégation concernant la disparition forcée de Siam Theerawut, ressortissant thaïlandais qui aurait été arrêté par les autorités vietnamiennes en 2019, et concernant Truong Duy Nhat, ressortissant vietnamien et défenseur des droits de l'homme, blogueur et journaliste, qui aurait été appréhendé par des policiers thaïlandais et renvoyé au Viet Nam en 2019. La lettre portait aussi sur des textes législatifs vietnamiens qui rendraient possibles la disparition forcée et la détention au secret. Des lettres semblables faisant part d'allégations selon lesquelles des États coordonneraient des détentions extraterritoriales dans la région, y apporteraient leur appui ou y acquiesceraient ont été adressées au Cambodge, à la République démocratique populaire lao et à la Thaïlande.

Yémen

Procédure ordinaire

170. Le Groupe de travail a transmis au Gouvernement, selon sa procédure ordinaire, un cas concernant Tawfeeg al-Saba'i, qui aurait été enlevé le 26 décembre 2019 à un poste de contrôle, près d'Al-Amri, par des individus armés affiliés au Gouvernement.

171. Le Groupe de travail a annoncé en septembre 2019 qu'il commencerait à réunir des informations sur les violations assimilables à des disparitions forcées commises par des acteurs non étatiques¹¹. À sa 123^e session, il a donc examiné quatre cas assimilables à des disparitions forcées, qui seraient survenus sur le territoire contrôlé par les autorités de facto à Sanaa¹². Le Groupe de travail a porté à l'attention des autorités de facto à Sanaa, selon sa procédure ordinaire, 10 cas concernant les personnes suivantes :

- a) Yaser al-Yunaid, qui aurait été enlevé le 20 février 2017 dans le village d'Al-Sada par des individus armés affiliés aux autorités de facto à Sanaa ;
- b) Fahmi al-Mariri, qui aurait été enlevé le 13 mars 2016 par des agents affiliés aux autorités de facto à Sanaa alors qu'il conduisait en direction de la ville d'Ibb ;
- c) A'ateb Mahyoob, qui aurait été enlevé le 9 novembre 2019 devant l'hôpital Al-Rifai, dans la province de Huban, par des agents affiliés aux autorités de facto à Sanaa ;
- d) Abdo al-Buhairi, qui aurait été enlevé le 25 janvier 2017 à Taëz (à la bifurcation d'Al-Makha) par des agents en civil affiliés aux autorités de facto à Sanaa ;
- e) Najeeb al-Shuja, qui aurait été enlevé le 15 mars 2016 lors d'une descente à son domicile, à Al-Jahmalia, par un agent affilié aux autorités de facto à Sanaa ;
- f) Khaled al-Sayaghi, qui aurait été enlevé le 4 janvier 2016 à Taëz par cinq agents affiliés aux autorités de facto à Sanaa ;
- g) Khalil al-Ashmi, qui aurait disparu en septembre 2017 d'une prison militaire administrée par les autorités de facto à Sanaa ;

¹¹ A/HRC/42/40, par. 94.

¹² Le Groupe de travail souligne que le fait que des cas aient été portés à l'attention des autorités de facto à Sanaa ne constitue en aucune manière l'expression d'une quelconque opinion concernant le statut juridique de tout territoire, ville ou région, ou de ses autorités.

h) Muhammed al-Sinwi, qui aurait été enlevé le 19 août 2015 à un poste de contrôle près de Bani Ali par des individus armés affiliés aux autorités de facto à Sanaa ;

i) Majed al-Ghashami, qui aurait été enlevé le 18 août 2015 à Ibb alors qu'il se rendait à Marib, par des agents affiliés aux autorités de facto à Sanaa ;

j) Muntaser al-Yusifi, qui aurait été enlevé le 8 janvier 2015 à Hajja alors qu'il se rendait en Arabie saoudite, par des individus armés affiliés aux autorités de facto à Sanaa.

172. Le 6 octobre 2020, le Groupe de travail et d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales ont envoyé une lettre d'allégation aux autorités de facto à Sanaa concernant des arrestations et détentions arbitraires, des actes de torture et le prononcé de la peine de mort à l'issue d'un procès inéquitable mené contre 10 journalistes yéménites.

Annex I

Standard procedure cases

Burundi

1. The Working Group transmitted 12 cases to the Government, concerning:
 - (a) Armel Banteyakandi, a Burundian citizen, abducted on 8 September 2018 in front of his home by two policemen who came on-board a car with tinted windows. There were witnesses to this arrest;
 - (b) Mr. Jospin Keen Iradukunda, a Burundian national, arrested in February 2016 at Nyakabiga I, 10ème avenue, in the commune of Mukaza, in the Bujumbura Mairie province, Burundi by agents of the Service National de Renseignement (SNR) wearing a uniform;
 - (c) Pierre Claver Habarugira, a Burundian citizen, abducted on 4 October 2015 from his home, by individuals in police uniforms;
 - (d) Elvis Irakoze, a Burundian national, arrested by policemen on 11 December 2015 at around 11pm in Kinanira, in a bar near his residence located close to the MUSALAC dispensary in Bujumbura Mairie;
 - (e) Mr. Ismaïl Bandushubwenge was last seen on 10 December 2015 in Bujumbura Mairie, Musaga area, 1ère avenue;
 - (f) Jean Paul Nintunze, Burundian citizen, last seen on 5 July 2018, around 3 p.m. while training near the Gihofi camp (521st battalion) where he was a resident soldier;
 - (g) Nestor Ndayizeye, a Burundian citizen arrested on 20 December 2015 in the commune of Bugabira, Kirundo province, by agents of the National Intelligence Service (SNR) from Bujumbura acting under the authority of a colonel whose identity is known;
 - (h) Elie Bizimana, a Burundian citizen arrested on 4 March 2020 on Tenga-Gahwama Hill, Rubrizi area, Mutimbuzi Commune, Bujumbura Rural Province, Burundi, by the head of the Service National de Renseignement (SNR) in Mutimbuzi Commune;
 - (i) Isaïe Batumunwa, a Burundian citizen abducted on 22 July 2019 at 7 am on his way to the Nyeshenza market, by agents of the National Intelligence Service (SNR) in military and civilian dress;
 - (j) Jean Claude Hakizimana, a Burundian citizen, in village IV, arrested on 26 February 2020, at around 8 p.m., in the commune of Gihanga, by the Chief of Imbonerakure of the commune of Gihanga, whose identity is known;
 - (k) Egide Mpawenimana, a Burundian citizen abducted on 9 July 2019 near the bridge over the Rusizi River in the commune of Mutimbuzi, by the head of the National Intelligence Service (SNR) of the commune of Mutimbuzi, whose identity is known;
 - (l) Jérémie Ndayitwayeko, a Burundian citizen arrested on 13 May 2019 around 12 p.m. on the hill of Muyange by the head of the National Intelligence Service of the province of Bujumbura rural, accompanied by the head of the SNR of the commune of Mutimbuzi, whose identities are known.

Pakistan

2. The Working Group transmitted 77 cases to the Government, concerning:
 - (a) Muhammad Amir, a Pakistani national, allegedly arrested in January 2004 in Tehsil Samandri, District Faisalabad, by agents of the Inter-Services Intelligence (ISI);

- (b) Muhammad Niaz, a Pakistani national, allegedly abducted on 9 April 2014 from his place of residence in Madina Colony, District D.I. Khan, Khyber Pakhtunkhwa, by agents of the Military Intelligence (MI);
- (c) Doda, a Pakistani national, allegedly arrested on 4 September 2019 at his place of residence in Pidrak, district Kech, Balochistan, by Frontier Corps personnel;
- (d) Usman, a Pakistani national, allegedly abducted on 4 September 2019 from Pidrak by agents of the Military Intelligence (MI), Frontier Corps and the Pakistani police;
- (e) Sikandar Malik, a Pakistani national, allegedly abducted on 9 December 2015 at 11:55 p.m. from his place of residence in Marrar Chack No. 42/R.B Tehsil Sangla Hill, District Nankana Sahib, Punjab by four to five individuals believed to belong to the Pakistani police;
- (f) Nasruddin, a Pakistani national, allegedly abducted on 24 August 2013 at Chaman Bazar Killa Abdullah by members of a secret agency, possibly by the Military Intelligence (MI), the Inter-services Intelligence (ISI) or the Central Intelligence Agency (CIA);
- (g) Raees Khan, a Pakistani national, allegedly abducted on 2 September 2012 from Shinwari, Tapa Khoga Khel, Teshil & P.O Landi Kotal, District Khyber, by members of a secret agency, possibly from the Military Intelligence (MI), the Inter-services Intelligence (ISI) or the Central Intelligence Agency (CIA);
- (h) Ali Haider Shah, a Pakistani national, allegedly abducted on 7 September 2018 in Gulzair Quaid, Islamabad, by members of a secret agency, possibly from the Military Intelligence (MI), the Inter-services Intelligence (ISI) or the Central Intelligence Agency (CIA);
- (i) Bakhat Shah Zeb, a Pakistani national, was allegedly abducted on 29 April 2020 in front of Adiala Jail in Rawalpindi by members of a secret agency, possibly from the Military Intelligence (MI), the Inter-services Intelligence (ISI) or the Central Intelligence Agency (CIA);
- (j) Noor Zada, a Pakistani national, allegedly abducted on 6 June 2014 from his place of residence in Sirwaki Spain Kai, South Waziristan, by members of a secret agency, possibly from the Military Intelligence (MI), the Inter-services Intelligence (ISI) or the Central Intelligence Agency (CIA);
- (k) Saaz Khan, a Pakistani national, allegedly abducted in May 2012 in Linda Bazar Haji Camp near the railway station of Lahore by members of a secret agency, possibly from the Military Intelligence (MI), the Inter-services Intelligence (ISI) or the Central Intelligence Agency (CIA);
- (l) Suleman Farooq Chaudhri, a Pakistani national, allegedly abducted on 4 October 2019 from Bahria town phase 3 Rawalpindi by members of a secret agency, possibly from the Military Intelligence (MI), the Inter-services Intelligence (ISI) or the Central Intelligence Agency (CIA);
- (m) Qari Muhammad Yaseen, a Pakistani national, allegedly abducted on 14 November 2015 from the Madrasa Khalid bin Walid Farooq Azam Mor Abbottabad by members of a secret agency, possibly from the Military Intelligence (MI), the Inter-services Intelligence (ISI) or the Central Intelligence Agency (CIA);
- (n) Waseem Ahmed, a Pakistani national, allegedly abducted on 26 July 2019 from his place of residence in Choti PO Khas District Attock by members of a secret agency, possibly from the Military Intelligence (MI), the Inter-services Intelligence (ISI) or the Central Intelligence Agency (CIA);
- (o) Muhammad Talha, a Pakistani national, allegedly abducted on 10 July 2020 from his house on 1084 street no 2 Transfarmer Chok Servise Road Sadqa Abad Rawalpindi, by members of a secret agency, possibly from the Military Intelligence (MI), the Inter-services Intelligence (ISI) or the Central Intelligence Agency (CIA);

(p) Yaar Muhammad, a Pakistani national, allegedly abducted on 19 February 2014 at 5:00 p.m. from his place of residence in Mohmand Agency by members of a secret agency, possibly from the Military Intelligence (MI), the Inter-services Intelligence (ISI) or the Central Intelligence Agency (CIA);

(q) Muhammad Azeem, a Pakistani national, allegedly arrested on 22 September 2019 near his residence in Gulistan e Johar, Karachi, by members of a secret agency, possibly from the Military Intelligence (MI), the Inter-services Intelligence (ISI) or the Central Intelligence Agency (CIA);

(r) Abdul Shakoor, a Pakistani national, allegedly abducted on 9 November 2017 from his place of residence in Post Office Sheikh Umar Tehsil Kot Addu District Muzaffargarh by members of a secret agency, possibly from the Military Intelligence (MI), the Inter-services Intelligence (ISI) or the Central Intelligence Agency (CIA);

(s) Hazab Ullah Qambrani, a Pakistani national, a university student, allegedly abducted on 14 February 2020 from Main Road Qambrani, Quetta, Balochistan, by members of Pakistani security forces dressed in plain clothes and believed to be state agents;

(t) Din Minhaj Ud, a Pakistani national, allegedly abducted on 19 April 2013 from Sherpao Colony, near Allah Wali Mosque on Street no 2, house no 373 in Karachi by members of a secret agency, possibly from the Military Intelligence or the Secret Services;

(u) Irshad Ahmad, a Pakistani national, allegedly abducted on 5 June 2016 in Razmak, District Debra Ismail Khan, Khyber Pakhtunkhwa by members of a secret agency, allegedly by the Pakistani Military Services;

(v) Israr Mohammad, a Pakistani national, allegedly arrested on 2 July 2013 at a check post of the Pakistani Army in Ashari Ghatt, District Lower Dir, Khyber Pakhtunkhwa by members of the Pakistani Military Secret Services;

(w) Mahmood Mudassar, a Pakistani national and journalist in Faisalabad, allegedly abducted on 20 August 2018 in Kamal Bun (about 4 km ahead of Mahandri and 10 km before Kaghan, Province KPK) by individuals believed to be members of a secret agency, possibly from the Military Intelligence (MI);

(x) Zia Ur Rehman, an Afghan national, allegedly abducted on 7 November 2019 near Masjid Rajgan in Odhar Wal, District Chakwal, Punjab by members of a secret agency, possibly by members of the Pakistani Military and State Secret Services;

(y) Khalid Khan, a Pakistani national, allegedly abducted on 28 October 2010 in Kohat Tunnel, near Tribe Zarghun Khel, Meri Khel, Post Office Darra Adam, District Kohat, Khyber Pakhtunkhwa, by agents of the National Army;

(z) Suhail Raza Bhatti, a Pakistani national, human rights activist, allegedly arrested on 17 September 2015 at the Government Boys Degree College Shahdadkot, District Kamber Shahdadkot, Sindh, by agents of the Pakistani Police, the Pakistan Rangers (Sindh), the Inter-Services Intelligence and the Military Intelligence;

(aa) Abdul Baqi, a Pakistani national, allegedly abducted on 5 April 2012 at Shabroze Hotel, Prince Road, Quetta District, Balochistan, by agents of the Pakistani Military and the Secret services;

(bb) Gulab Khan, a Pakistani national, allegedly abducted on 12 September 2011 in Shaktoi, District South Waziristan, Khyber Pakhtunkhwa, by agents of the Pakistani Military;

(cc) Shafiq Mohammad, a Pakistani national, allegedly abducted on 9 January 2015 from Karachi, Sindh, by agents of the Pakistan Military and Secret Services;

(dd) Umar Daraz, a Pakistani national, allegedly abducted on 15 November 2012 in Shaktoi, District South Waziristan, Khyber Pakhtunkhwa, by unidentified officers in civilian clothes believed to belong to the Pakistani Military and Secret Services;

(ee) Farman Ullah, a Pakistani national, allegedly arrested on 17 July 2020 at his place of residence in Kotka Abbas Khan Bhitani, Post Office Tajori Rasool Khel Kallay, District Lakki Marwat, Khyber Pakhtunkhwa, by agents of the Pakistani Military and secret services believed to belong to a check post named Mali Khel Jani Khel;

(ff) Sadaqat Khan, a Pakistani national, allegedly arrested on 2 May 2013 at his place of residence in Yaka Toot, Chan Agha Colony, District Peshawar, Khyber Pakhtunkhwa, by agents of the Pakistani Army and Military Secret Services dressed in plain clothes;

(gg) Sarfaraz, a Pakistani national, allegedly abducted in 2014 from Karachi Airport by members of a Secret Agency officers, possibly from the Military Intelligence (MI), the Inter-services Intelligence (ISI) or the Central Intelligence Agency (CIA);

(hh) Haq Nawaz, a Pakistani national, allegedly abducted on 25 February from his workplace in Shewa Ada Pul Distt Swabi by members of a secret agency, possibly from the Military Intelligence (MI), the Inter- services Intelligence (ISI) or the Central Intelligence Agency (CIA);

(ii) Adil Anwar, a Pakistani national, allegedly abducted in 2009 from the village of Barabandi, Swat, by members of a secret agency, possibly from the Military Intelligence (MI), the Inter-services Intelligence (ISI) or the Central Intelligence Agency (CIA);

(jj) Ijaaz, a Pakistani national, allegedly abducted in 2012 from Chinar Colony, Mingora Swat, by members of a secret agency, possibly from the Military Intelligence (MI), the Inter-services Intelligence (ISI) or the Central Intelligence Agency (CIA);

(kk) Imran Mohammad, a Pakistani national, allegedly abducted on 25 July 2020 from his workplace, a pharmacy located in Bilal Colony, North Nazim Abad, district Karachi Central, Sindh, by agents of the Pakistani military and secret services;

(ll) Bakht Zaman, a Pakistani national, allegedly abducted on 25 August 2009 from his shop in Faiz Abad, Post Office Faiz Abad, Saidu Sharif, District Swat, Khyber Pakhtunkhwa, by an officer belonging to the Pakistani police;

(mm) Zafran Ullah, a Pakistani national, allegedly abducted on 21 November 2020 from Asmoon Khel Post Office, Tehsil Spin Wam, District North Waziristan, Khyber Pakhtunkhwa by agents of the Pakistani military;

(nn) Waqar Ahmad, a Pakistani national, allegedly abducted on 14 May 2020 from Post Office Mubarak Shahi, Tehsil Mir Ali, District North Waziristan, Khyber Pakhtunkhwa by agents of the Pakistani military;

(oo) Rizwan a Pakistani national, allegedly abducted on 2 April 2015 at 3:30 a.m., from his place of residence at Bilal Colony Clifton, District South Karachi, Sindh, by agents of the Military Intelligence Services and the Pakistani police;

(pp) Alamgir, a Pakistani national, allegedly abducted on 24 August 2012 from his place of residence in Nawela Area, Tehsil Parawah, District D.I Khan, Khyber Pakhtunkhwa, by agents of the Pakistani Military Secret Services;

(qq) Abid Ullah, a Pakistani national, allegedly abducted on 21 June 2014 from a military checkpoint named Khudi near Mir Khun Khel, Turi Khel, Post Office Miranshah, Tehsil Miranshah, District North Waziristan, Khyber Pakhtunkhwa, by agents of the Pakistani Military Services;

(rr) Hazrat Ullah, a Pakistani national, allegedly abducted on 21 March 2021 from a Sohrab Gott, District Karachi, Sindh, by agents of Pakistani Military rangers;

(ss) Abid Rahman, a Pakistani national, allegedly arrested on 2 September 2019 at Misbah Block Factory, Khaisoor Road Moski, Mir Ali, District North Waziristan, Khyber Pakhtunkhwa, by agents of the Pakistani military;

(tt) Gul Rahman, a Pakistani national, allegedly abducted on 28 August 2020 from Wali Noor checkpoint of Pakistani Army, Post Office Jani Khel, Tehsil Bannu, District Bannu, Khyber Pakhtunkhwa by agents of the Pakistani military;

(uu) Shahid Noor, a Pakistani national, allegedly abducted on 13 September 2018 from his place of residence at Wali Noor Post Office Jani Khel Mushtarka, Tehsil & District Bannu, Khyber Pakhtunkhwa, by members of the Pakistani Military;

(vv) Abdul Majeed Baloch, a Pakistani national, allegedly abducted on 30 July 2020 from a factory in Ibrahim Hyderi Mills, Karachi by at least 10 individuals believed to belong to the Pakistani police;

(ww) Syed Naeem Akhtar Shah, a Pakistani national, allegedly abducted on 23 July 2016, at approximately 5:30 p.m., by individuals believed to belong to the Pakistani police while traveling from Hub, Balochistan, to Karachi, Sindh;

(xx) Dodo Khan Chandio, a Pakistani national, allegedly abducted on 26 June 2020 from a taxi stand in Khanpur Junjo near K. N. Shah, District Dadu by members of the Pakistani police;

(yy) Shahzad Ali Sher Manglo, a Pakistani national, a political activist, allegedly abducted on 17 June 2020 near an electric pole and a water pump on the main road of Gulshan-e- Hadeed Phase 2, Karahi, Sindh. It is believed that the perpetrators of Mr Manglo's abduction were state agents due to his affiliation to the JSSM political separatist party.

(zz) Jawed Noor, a Pakistani national, allegedly abducted on 20 January 2016 from Bannu Township, District Bannu, Khyber Pakhtunkhwa by the Pakistani Military Secret Services dressed in plain clothes;

(aaa) Umar Hayat Khan, a Pakistani national, allegedly abducted on 21 November 2017 from Khwaza Khela, District Swat, Khyber Pakhtunkhwa by agents of the Pakistani military;

(bbb) Arif Ullah, a Pakistani national, allegedly arrested on 28 November 2017 at his place of residence in Wazir Memlion Khel, Bachki, Jani Khel, District Bannu, Khyber Pakhtunkhwa, by agents of the Pakistani army;

(ccc) Amin, a Pakistani national, allegedly arrested on 15 May 2019 at his residence in Drazinda, Post Office Shewa, Miami Kabul Khel, Tehsil Shewa, District North Waziristan, Khyber Pakhtunkhwa by agents of the Pakistani army;

(ddd) Ullah Ikram, a Pakistani national, allegedly arrested on 22 October 2014 at his residence in Chagh Malai, Post Office and Tehsil Sarokai, District South Waziristan by agents of the Pakistani Military Intelligence (MI);

(eee) Muhammad Saleem, a Pakistani national, allegedly arrested on 23 November 2014 at Sadar Bazar, District Peshawar, Khyber Pakhtunkhwa, by agents of the Pakistani army during a general search and control operation;

(fff) Saad Abdul, a Pakistani national, allegedly abducted on 27 February 2013 from his house in House No-700, Block No-D, Mohallah North Nazim Abad, Tehsil and District Central Karachi, Sind, by agents of the Pakistani Army and Secret Services;

(ggg) Aman Ullah, an Afghan national, allegedly abducted on 1 January 2016 from Karkhano Market, district Peshawar, Khyber Pakhtunkhwa, Pakistan, by agents of the Pakistani Army and Military Services.

(hhh) Asif Khan, a Pakistani national, allegedly abducted on 11 February 2010 from Khair Pur, District Sukkur, Sindh, by Pakistani Military and Secret Services;

(iii) Asif Nawaz, a Pakistani national, allegedly abducted on 3 October 2020 from his place of residence in Mir Ali Tehsil, District North Waziristan, Khyber Pakhtunkhwa, by agents of the Pakistani Military;

(jjj) Aziz Ullah, a Pakistani national, allegedly abducted on 14 September 2011 from District Bannu, Khyber Pakhtunkhwa, by agents of the Pakistani Military;

(kkk) Habib Salam, a Pakistani national, allegedly abducted on 1 September 2017 from Tarnol Area, District Rawalpindi, Punjab, by unidentified individuals believed to belong to the Pakistani military;

(lll) Izhar Ahmad, a Pakistani national, allegedly abducted on 18 April 2016 from the business of a person associated with him located in District Bajaur, Khyber Pakhtunkhwa, by agents of the Pakistani military;

(mmm) Wali Khan, a Pakistani national, allegedly arrested on 25 June 2020 at Ghor E Wala, District Bannu, Khyber Pakhtunkhwa, by agents of the Pakistani army and of the Counter- Terrorism Department of Ghor E Wala, District Bannu, Khyber Pakhtunkhwa;

(nnn) Naqeeb Ullah, a Pakistani national, allegedly arrested on 2 January 2016 at his village Khedi Post Office Eifak, Mir Ali Tehsil by agents of the Pakistani army;

(ooo) Nawab Khan, a Pakistani national, allegedly arrested on 21 January 2014 at Narwabu, Tehsil Salarzai, District Bajaur, Khyber Pakhtunkhwa by agents of the Pakistani army;

(ppp) Said Muhammad, a Pakistani national, allegedly arrested on 29 August 2020 at Draban Road, Mandi Chowk, District Derra Ismail Khan, Khyber Pakhtunkhwa, by agents of the Pakistani army and Pakistani secret services;

(qqq) Sana Ullah, a Pakistani national, allegedly abducted on 1 September 2011 from Masque Kanghar Bisti Number Daar, Baqa Pur P/O Hatiji Tehsil by members of a secret agency, possibly by the Military Intelligence (MI), the Inter-services Intelligence (ISI) or the Central Intelligence Agency (CIA);

(rrr) Muhammad Anas, a Pakistani national, allegedly abducted on 13 May 2020 from Mohala Layqat Abad Number 2 Faisalabad by members of a secret agency, possibly by the Military Intelligence (MI), the Inter- services Intelligence (ISI) or the Central Intelligence Agency (CIA);

(sss) Faqeer Muhammad, a Pakistani national, allegedly arrested on 14 August 2020 at Safoora Chowrangi Karachi Sindh by members of a secret agency, possibly by the Military Intelligence (MI), the Inter-services Intelligence (ISI) or the Central Intelligence Agency (CIA);

(ttt) Sheir Rehman, a Pakistani national, allegedly abducted on 2 October 2020 from his place of residence in Servise Road Near Moter Way Church Interchange Village Bahbudi by members of a secret agency, possibly by the Military Intelligence (MI), the Inter-services Intelligence (ISI) or the Central Intelligence Agency (CIA);

(uuu) Naimat Ullah Khan, a Pakistani national, allegedly abducted on 2 November 2013 from district Khand Yaro, Sindh, by agents of a Pakistani military secret service dressed in plain clothes;

(vvv) Umar Sadiq, a Pakistani national, allegedly arrested on 14 July 2019 at the Khwaja Khar Check-Post near Gar Baz, Post Office Bakaka Khel, Baka Khel Wazir by agents of the Pakistani military;

(www) Zahoor Ahmad, a Pakistani national, allegedly arrested on 22 May 2017 in Malak Din Khel by agents of the Pakistani military;

(xxx) Noor Zalam, a Pakistani national, allegedly arrested on 9 February 2020 at Loralai District of Balochistan, by agents of the Pakistani military secret services;

(yyy) Bakht Shah Zeb, a Pakistani national, allegedly abducted at approximately 5 p.m. on 29 April 2020 in front of Adyala prison, District Rawalpindi, Punjab, by 12 to 13 agents of a Pakistani secret agency, dressed in plain clothes.

3. In accordance with its methods of work, the Working Group transmitted a copy of the cases of Mr. Zia Ur Rehman and Mr. Aman Ullah to the Government of Afghanistan.

Sri Lanka

4. The Working Group transmitted 36 cases to the Government, concerning:

(a) A minor boy, allegedly disappeared on 8 December 1992 in Thalavai, Pangudaweli, Batticaloa District. It is believed that he was abducted by the Sri Lankan Army;

(b) Ravindran Kannamuthu, allegedly arrested on 24 September 1992 and taken to the Komandurai Army Camp, by the Sri Lankan Army;

- (c) Sundaresan Saundaranayagam, allegedly abducted on 24 September 1993 from a paddy field in Eachatheevu, Vavunatheevu, Batticaloa District, by the Sri Lankan Army;
- (d) Karunaharan Sinnathambi, allegedly detained on 15 March 1985 in a paddy field in Karavetti, Batticaloa District, by the Sri Lankan Army;
- (e) Kandasamy Sinnathurai, allegedly disappeared on 10 May 1985. It is believed he was abducted by the Sri Lankan Army;
- (f) Kanaharatnam Supaiya, allegedly disappeared on 4 June 1993 in Chenkaladi, Batticaloa District. It is believed that he was abducted by the Sri Lankan Army;
- (g) A minor girl allegedly disappeared on 1 February 1993 in Chenkaladi, Batticaloa District. It is believed that she was abducted by the Sri Lankan Army;
- (h) Thuraisingam Thurasamy, allegedly disappeared on 30 June 1992 in Nelupodiyarukal, Pangudaweli, Batticaloa District. He was allegedly abducted by the Sri Lankan Army;
- (i) Mohan Vadivelu, allegedly disappeared on 8 December 1992 in Pangudaweli, Batticaloa District. It is believed that he was abducted by the Sri Lankan Army;
- (j) A minor girl, allegedly disappeared on 22 July 1996 in Pangudaweli, Batticaloa District. It is believed that she was abducted by Sri Lankan Army;
- (k) Balasingham Vavithurai, allegedly disappeared on 3 September 1991 after going to the hospital in Chenkaladi, Batticaloa District. It is believed he may have been abducted by the Sri Lankan Army;
- (l) Pelpola Loku Liyanage Alwis, allegedly abducted in mid-1989 from Colombo, by the Sri Lanka Army;
- (m) Upasena Dholamulage, allegedly abducted from a house in Thelikada Kosthuwa, Galle, Sri Lanka on 6 September 1989, by the Sri Lanka Army;
- (n) Nandhasiri Eshwara Kanganamge, allegedly abducted from an unknown location in Vadhuraba, Galle, on 13 November 1988, by the Sri Lanka Army;
- (o) Jagath Sithi Hatuwage, allegedly abducted in 1989 from Hikaduwa, Galle, by the Sri Lanka Army;
- (p) Lawrance Francis, allegedly abducted on 21 April 1992 while fishing and navigating in direction of Jaffna, by members of the Mandaithivu Sri Lankan Navy;
- (q) Weerasena Welalagoda Korale allegedly arrested on 3 March 1990 from his home in Hadhuganava, Galle, by the Sri Lanka Army;
- (r) Anuraj Anandanadarajah, allegedly arrested on 15 May 2009 at the Omanthai checkpoint, by the Sri Lankan army;
- (s) Gunatheepan Gunasekaram, allegedly arrested in Kilinochchi on 3 January 2007, by the Sri Lankan Army;
- (t) Krishnarajah Kanthasamy, allegedly arrested when traveling from Kilinochchi to Batticaloa, on 20 January 2007, by the Sri Lankan Army;
- (u) Kajendran Arumairajah, allegedly last seen in May 2009, while surrendering to the Army during a roundup by the Military Division of Mathalan in Puthukkudiyiruppu;
- (v) Shantharuban Sathananthan, allegedly arrested in Eluvaitivu, Jaffna District, on 20 November 2008, by the Sri Lankan Army;
- (w) Maheswary Kumarasamy, allegedly arrested on 15 May 2009 at the Omanthai check post, by the Sri Lankan Army;
- (x) Jesupatham Jegatheepan, allegedly abducted on 18 November 2008, during the siege of Visvamadu, in the Kilinochchi district, by the Sri Lankan Army;

(y) Wakeesan Kanthasamy, allegedly disappeared on 19 April 2009 in Pokkanai, Northern Province. It is alleged that he was abducted by the Sri Lankan Army;

(z) Senthooran Kanapathy, allegedly disappeared on 19 April 2009. It is alleged that he was abducted by the Sri Lankan Army;

(aa) Athinesarasa Arunasalam, allegedly arrested on 17 March 1987, in Koomancholai, Batticaloa District, by the Sri Lanka Police's Special Task Force;

(bb) Ravichandran Naharasi, allegedly disappeared on 27 May 1996 in Muthiraiyadi, Pankudaveli, Batticaloa District. It is believed that he was abducted by the Sri Lankan army;

(cc) Sureswaran Poobalapillai, a Sri Lankan, allegedly disappeared on 23 July 2000 in Chenkaladi, Batticaloa District. It is believed he was abducted by the Sri Lankan Army;

(dd) Sathiyaraj Sanmugam, allegedly detained on 1st January 1998 in Pangudaweli, Batticaloa District, by the Sri Lankan Army;

(ee) Jeyanthanan Sornalingam, allegedly disappeared on 4 January 2000 in Chenkaladi. It is believed that he was abducted by the Sri Lankan army;

(ff) Sundharajan Thillaiyambalam, allegedly abducted on 8 July 2004 from his home in Pangudaweli, Batticaloa District, by unknown officials in a white van;

(gg) Baskaran Vadivelu, allegedly disappeared on 16 April 2004. It is believed he was abducted by the Sri Lankan Army;

(hh) Johndonbosco Francis, allegedly abducted on 21 April 1992 while fishing and navigating in direction of Jaffna, by members of the Mandaithivu Sri Lankan Navy;

(ii) Jeyasundara Hiniduma Liyanage, allegedly abducted on 15 November 1988, from his house in Galle, by members of the Sri Lanka Army;

(jj) Chandrapala Kalagejagodage allegedly arrested at Bandaranayaka International Airport on 3 August 1990, by the police.

Syrian Arab Republic

5. The Working Group transmitted 33 cases to the Government, concerning:

(a) Mayada Wakel, allegedly abducted on 7 April 2013 along with her five minor children by members of the National Defense Militia reportedly affiliated with the Syrian Government at the checkpoint "Saqr Rostom" near the city of Homs;

(b) A minor boy, allegedly abducted on 7 April 2013 along with his mother and four siblings by members of the National Defense Militia reportedly affiliated with the Syrian Government at the checkpoint "Saqr Rostom" near the city of Homs;

(c) A minor boy, allegedly abducted on 7 April 2013 along with his mother and four siblings by members of the National Defense Militia reportedly affiliated with the Syrian Government at the checkpoint "Saqr Rostom" near the city of Homs;

(d) A minor girl, allegedly abducted on 7 April 2013 along with her mother and four siblings by members of the National Defense Militia reportedly affiliated with the Syrian Government at the checkpoint "Saqr Rostom" near the city of Homs;

(e) A minor girl, allegedly abducted on 7 April 2013 along with her mother and four siblings by members of the National Defense Militia reportedly affiliated with the Syrian Government at the checkpoint "Saqr Rostom" near the city of Homs;

(f) A minor girl, allegedly abducted on 7 April 2013 along with her mother and four siblings by members of the National Defense Militia reportedly affiliated with the Syrian Government at the checkpoint "Saqr Rostom" near the city of Homs;

- (g) Nawal Alkhalil, allegedly abducted on 7 April 2013 along with her three minor children by members of the National Defense Militia reportedly affiliated with the Syrian Government at the checkpoint “Saqr Rostom” near the city of Homs;
- (h) A minor boy, allegedly abducted on 7 April 2013 along with his mother and two siblings by members of the National Defense Militia reportedly affiliated with the Syrian Government at the checkpoint “Saqr Rostom” near the city of Homs;
- (i) A minor boy, allegedly abducted on 7 April 2013 along with his mother and two siblings by members of the National Defense Militia reportedly affiliated with the Syrian Government at the checkpoint “Saqr Rostom” near the city of Homs;
- (j) A minor boy, allegedly abducted on 7 April 2013 along with his mother and two siblings by members of the National Defense Militia reportedly affiliated with the Syrian Government at the checkpoint “Saqr Rostom” near the city of Homs;
- (k) Mazen Al-Hamada, allegedly abducted on 22 February 2020 from either Berlin Schoenefeld or Berlin Tegel Airport by an official affiliated with the Syrian Government from which he was reportedly transferred to Syria where he subsequently disappeared. In accordance with its methods of work, the Working Group transmitted a copy of the case to Germany and the Netherlands;
- (l) Okba Mashaan, allegedly arrested on 28 March 2012 in Al-Bu Amer village by Baath party militias reportedly affiliated with the Syrian security forces;
- (m) Marwan Ibrahim, allegedly abducted on 14 November 2012 by armed groups affiliated with the Syrian security forces in the suburbs of Al-Hajar Al-Aswad;
- (n) Ayham Ghazzoul, allegedly abducted on 5 November 2012 from the Medical Faculty in Damascus by an armed group of students affiliated with Syrian security forces;
- (o) Mohammad Nassif, allegedly abducted on 25 November 2014 in Baqaa, Lebanon, by armed groups loyal to Hezbollah and then handed over to the Syrian intelligence services who transferred him to Syria. In accordance with its methods of work, the Working Group transmitted a copy of the case to the Government of Lebanon;
- (p) Mohammad Kheir Mamdouh Issawi, allegedly arrested on 6 October 2011 by the Syrian security forces on Hama Road between Kefr Zaite and Hama at a temporary checkpoint which was set up for several hours;
- (q) Mamdouh Raheel Dukhan, allegedly arrested at his shop in Damascus on 10 November 2015 by members of the Syrian security forces;
- (r) Hassan Hikmat Hussein, allegedly arrested on 13 April 2013 by Syrian security forces at a temporary checkpoint on the way to Al Hal market;
- (s) Mustafa Ahmad Rashed Suleiman, allegedly abducted on 29 April 2017 from his home in Arbin by members of the Islamic Army presumably supported by the Syrian security forces;
- (t) Abdallah Thalj Al Salman, allegedly arrested on 21 March 2013 by the Syrian armed forces close to Najha Military Residence in Damascus;
- (u) Mohammad Badih Hajj Mahmoud, allegedly arrested on 17 October 2013 by the Syrian armed forces in a raid on his house in Latakia;
- (v) Mohamed Abdul Qader al Sheikh, allegedly arrested in May 2012 by the Syrian armed forces in Aleppo;
- (w) Abdel Qader Abdel Hamid Sulieman, allegedly arrested in November 2012 by members of the Syrian armed forces in Idlib;
- (x) Abdel Razak Dahan Dukhan, allegedly arrested in August 2014 by members of the Syrian armed forces at a check-point close to the Syria-Lebanon border;
- (y) Wissam Ali Al Hallaq, allegedly arrested on 7 March 2013 by members of the Syrian armed forces in Aleppo;

- (z) Ahmad Najdat Tofran, allegedly abducted on 21 April 2013 by members of the Syrian armed forces at a checkpoint located at Dummer al Balad, Damascus;
- (aa) Mahmoud Mostafa Quzhair, allegedly arrested on 6 June 2012 by members of the Syrian armed forces in his home in Idlib;
- (bb) Gayyath Hajji Abdel Qader, allegedly arrested on 4 June 2012 by members of the Syrian armed forces in his home in Ramliyah;
- (cc) Mohammad Ali Al Ali, allegedly arrested on 29 November 2018 by the Syrian armed forces at a checkpoint on the cross-road of Abu Dhur;
- (dd) Ibrahim Ramadan Zaidan, allegedly arrested on 1 March 2013 by the Syrian armed forces at a checkpoint at Mesaif bridge, near West Hama;
- (ee) Fajr Hamduna Al Abdallah, allegedly arrested in September or October 2012 by the Security branch at military barracks at Jabal Al Sheikh;
- (ff) Hisham Khaleel Daher, allegedly arrested on 10 July 2011 by the Syrian security services at Government Department building in Idlib;
- (gg) Nasr Thabet Bsses, allegedly arrested on 13 February 2013 by an armed group affiliated with the Syrian armed forces in a raid on his house in Al Haffa.

Annex II

[Spanish only]

General allegations

Colombia

1. El Grupo de Trabajo recibió información de fuentes fidedignas sobre obstáculos encontrados en la aplicación de la Declaración sobre la Protección de Todas las Personas contra las Desapariciones Forzadas en Colombia.
2. Según la información recibida, los miembros de la comunidad campesina de Recetor y Chámeza, Colombia, fueron objeto de un conjunto de violaciones de los derechos humanos, incluyendo desapariciones forzadas, torturas, ejecuciones sumarias, amenazas de muerte, desplazamiento forzado y despojo entre noviembre de 2002 y marzo de 2003 en el marco de la Política de Seguridad Democrática, implementada a partir de 2002. Las desapariciones forzadas, aparentemente utilizadas de forma sistemática como herramienta para controlar y aterrorizar a la población local, han sido presuntamente cometidas por grupos paramilitares y agentes del Estado, actuando estos últimos en complicidad o con aquiescencia.
3. De acuerdo con la información proporcionada, estas violaciones se produjeron en el marco de las operaciones de contrainsurgencia contra los grupos guerrilleros de la zona, incluida la Operación Emperador del ejército colombiano, a través de la Fuerza de Tarea Cazador. Como resultado, se registraron 62 casos de desaparición forzada en la comunidad de Recetor y 21 casos en la comunidad de Chámeza, seguidos por el desplazamiento forzado masivo del 75% de la población regional. La falta de prácticas de investigación eficaces y rápidas en relación con la búsqueda de las personas desaparecidas y la investigación penal de los presuntos autores fomentó un clima generalizado de impunidad.

A. La práctica de desapariciones forzadas y otras violaciones de derechos humanos

4. Se señala que la presunta violencia sistemática en los municipios de Recetor y Chámeza, derivó de la disputa por los recursos naturales, debido al descubrimiento de petróleo en el suelo de Recetor, que consolidó como prioritarias las políticas de minería y orden público del Estado sobre el territorio. Debido a la llegada de grupos armados como las *Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia* (FARC) y el *Ejército de Liberación Nacional* (ELN) en la década de 1990, la población fue consecuentemente estigmatizada por estar vinculada a los grupos guerrilleros y sus actividades. En consecuencia, desde los años 90 el Ejército hizo presencia para proteger la infraestructura petrolera y desde 2002 operó como parte de la política de contrainsurgencia, lo que resultó en una militarización permanente de la zona según la fuente.
5. Según la información recibida por el Grupo de Trabajo, las desapariciones forzadas y otras graves violaciones de derechos humanos afectaron a siete veredas - El Vagón, Guruvita, Comogo, Sinagaza, Teguita Alta, Guafal de Caja y Barriales- que pertenecían a la jurisdicción bajo control del Ejército colombiano, entre ellos el Batallón de Infantería 44 Ramón Nonato Pérez y el Batallón Móvil de Contraguerrilla No. 25 Héroes de Paya.
6. Según la fuente, las alianzas contrainsurgentes estaban conformadas por el Ejército Nacional a través del Comandante del Batallón 44 Ramón Nonato Pérez y por un grupo paramilitar a través del Comandante militar de las *Autodefensas Campesinas del Casanare* (ACC). Se alega la complicidad sistemática entre las fuerzas militares, los grupos paramilitares y las autoridades civiles evidenciada en la coautoría, connivencia, tolerancia, aquiescencia y encubrimiento de las mencionadas graves violaciones de derechos humanos. La coordinación militar-paramilitar también habría incluido la entrega de información de inteligencia y, en particular, la elaboración, en cooperación con las autoridades civiles, de “listas negras” en las que se enumeran los nombres de las personas que supuestamente cooperaban con los grupos guerrilleros.

7. Según se informa, las víctimas afectadas por las mencionadas violaciones fueron campesinos, agricultores, empleados, médicos, estudiantes y personas acusadas de haber colaborado con los grupos guerrilleros. Las personas fueron secuestradas a plena luz del día y llevadas a los campamentos paramilitares, donde fueron sometidas a torturas y tratos crueles, inhumanos y degradantes, como la práctica de golpearlas, quemarlas, cortarlas con cuchillos, desmembrarlas, asfixiarlas con jabón o ejecutarlas sumariamente. Asimismo, en el campamento paramilitar, las personas cautivas debían someterse a interrogatorios en los que se les obligaba a acusar a miembros de la comunidad de estar vinculados a los grupos guerrilleros.

8. Se alega que estas prácticas fueron seguidas por la destrucción parcial de las viviendas de las personas desaparecidas y sus familias, el robo de sus fuentes de sustento, así como amenazas de muerte, lo que resultó en el desplazamiento forzado del 90% de las familias de personas desaparecidas. A largo plazo, estas prácticas destruyeron la economía campesina, las tradiciones culturales, así como el tejido social de la sociedad campesina y el vínculo con sus tierras según la fuente.

B. Deficiencias en los procesos de búsqueda de personas desaparecidas

9. A pesar de las visitas interinstitucionales de entidades de la Comisión de Búsqueda de Personas Desaparecidas entre otras instituciones, se alega que prevalece la falta de formulación de Planes de Búsqueda en el Plan Metodológico de las investigaciones realizadas por las Fiscalías y la inexistencia de planes regionales de búsqueda de personas desaparecidas. 17 años después de los hechos, y casi cinco años después del Acuerdo de Paz entre el gobierno y las FARC, el gobierno no habría proporcionado planes de búsqueda adecuados en el 99% de los casos pendientes según la fuente.

10. Se informa además que la participación de las víctimas en la elaboración de los planes de búsqueda, así como en cualquier otra política pública, habría sido sistemáticamente obstaculizada debido a la ausencia de voluntad política. La exclusión de las víctimas de los comités técnicos formados para la búsqueda limitaría aún más la eficacia de las investigaciones. Según la información proporcionada por la fuente, no se han llevado a cabo investigaciones efectivas sobre los actos de violencia contra las mujeres, incluida la violencia sexual y la desaparición forzada.

11. Asimismo, la fuente reporta la ausencia o el retraso significativo de los procesos de exhumación e identificación de los restos humanos exhumados bajo la Ley 975/05c y la falta de devolución de dichos restos a sus familiares. Se informa que la ausencia de participación de agencias forenses extranjeras independientes por falta de voluntad política, la falta de la sistematización oficial de las fosas y los restos humanos encontrados y de información sobre el estado de los procedimientos de pruebas de ADN facilitados a las víctimas obstaculizan gravemente los procesos de identificación.

C. Impunidad generalizada

12. Se señala a la atención del Grupo de Trabajo que el gobierno supuestamente no investigó ni procesó a los agentes estatales presuntamente responsables de los crímenes cometidos, lo que fomentó un nivel alarmante de impunidad según la fuente. Aunque los principales jefes paramilitares de las ACC fueron procesados, ningún oficial o suboficial del ejército, ni autoridad civil identificada como responsable en relación con los hechos o con responsabilidad de mando, salvo un coronel, habría sido llamado a juicio disciplinario o penal para responder a los graves hechos, acciones y omisiones que condujeron a las mencionadas violaciones de derechos humanos.

13. Por el contrario, se documentaron intentos de minimizar el número de víctimas y de ocultar la ocurrencia de desapariciones forzadas por parte de las autoridades militares y civiles. Las investigaciones penales se habrían caracterizado por una gran negligencia, con la prevalencia de pesquisas insulares o paralizadas en fases “preliminares”, retrasos en los procedimientos, cierre de las investigaciones sin encontrar a las víctimas y filtración a perpetradores de información de las investigaciones. En consecuencia, la fuente alega que la responsabilidad del Estado por las masivas y reiteradas desapariciones forzadas y violaciones de derechos humanos contra la población civil de Recetor y Chámeza está profundamente comprometida.

14. La fuente denuncia además la ausencia de sanción disciplinaria y/o penal de los funcionarios públicos que dilataron, o bajo los cuales se paralizaron las investigaciones.

E. Procesos de revictimización y falta de reparación

15. Según la fuente, existe un clima de intimidación y hostigamiento contra los familiares de las personas desaparecidas que les impide presentar denuncias y los somete a graves consecuencias psicológicas, como la ansiedad y el estrés, que pueden equivaler a un trato cruel, inhumano o degradante, o incluso a la tortura y otras formas de revictimización.

16. De acuerdo con la fuente, no se han realizado medidas efectivas de memorialización frente a las graves violaciones cometidas en la comunidad de Recetor y Chámeza. Por ejemplo, las políticas públicas relacionadas con la Verdad y la Memoria están enteramente ausentes en relación con las escuelas públicas en la comunidad, que habrían sido utilizadas como centros de tortura, encarcelamiento y ejecución sumaria. La ausencia de estas políticas perjudica gravemente el reconocimiento de los crímenes y la restauración de la dignidad de las víctimas de desaparición forzada.

17. La fuente concluye que la falta de reparación de las víctimas y el abandono social del Estado en relación con las diversas formas de revictimización de las víctimas de desapariciones forzadas provocó una grave situación humanitaria y generó un efecto perjudicial en el disfrute de sus derechos económicos, sociales y culturales. Por último, la ausencia de programas psicosociales para víctimas obstaculiza cualquier posibilidad de reparación del impacto psicológico duradero resultante de la práctica de la desaparición forzada y otras graves violaciones de derechos humanos.

18. El Grupo de Trabajo estaría agradecido por la cooperación y toda la información que pueda proveer el Gobierno de Su Excelencia sobre las siguientes preguntas:

(i) Si los hechos relatados en la presente alegación son exactos. Si no es así, ¿cuáles son los hechos reales?

(ii) Sírvase explicar qué medidas se han tomado para la búsqueda de las 62 personas desaparecidas en Recetor y las 21 personas desaparecidas en Chámeza, y si se han formulado planes de búsqueda en relación con las desapariciones forzadas perpetradas en la región. Asimismo, si se han entablado diálogos con los familiares de desaparecidos y se les ha permitido participar en la elaboración del plan de búsqueda.

(iii) Si se han tomado medidas para investigar la alegada coordinación delictiva entre las fuerzas militares y paramilitares con autoridades civiles, en particular la producción e intercambio de información de inteligencia con “listas negras” de quienes luego serían víctimas de las violaciones a los derechos humanos. Asimismo, si se han adoptado medidas para desclasificar, recopilar y sistematizar información de inteligencia relacionada con estos hechos. Sírvase también informar si se han formulado imputaciones contra las autoridades militares y civiles presuntamente involucradas en los hechos.

(iv) Si se han llevado adelante investigaciones penales o disciplinarias para deslindar la responsabilidad de los funcionarios públicos que habrían paralizado las investigaciones de los hechos.

(v) Sírvase describir se han adoptado políticas para la reparación integral de los familiares de las personas desaparecidas, incluyendo programas para posibilitar su retorno, así como el del resto de la población regional desplazada forzosamente. Asimismo, si se han elaborado políticas públicas para la memorialización de las graves violaciones a los derechos humanos ocurridas, en particular en relación con el alegado uso de escuelas como centros de tortura de las personas que eran secuestradas.

México

19. El Grupo de Trabajo recibió información de fuentes fidedignas sobre obstáculos encontrados en aplicación de la Declaración sobre la protección de todas las personas contra las desapariciones forzadas. La presente alegación general trata las irregularidades en las que ha incurrido la Fiscalía General del Estado de Morelos (FGEM) en el manejo de cadáveres no identificados.

20. Entre el 23 de mayo y el 6 de junio de 2016, según señala el párrafo 4 de la Recomendación 48/2016, publicada por la Comisión Nacional de Derechos Humanos: ‘Informe de Búsqueda, identificación y registro de personas desaparecidas’, fueron exhumados de la fosa común de Tetelcingo un total de 119 cadáveres. De éstos, 107 cuerpos contaban con carpeta de investigación, 8 cuerpos sin ella y 3 cuerpos fueron donados por la FGEM a distintas universidades del Estado de Morelos.

21. En 2015, las organizaciones de familiares desaparecidos en el Estado de Morelos, constataron la existencia de una fosa clandestina en la colonia Pedro Amaro, en el municipio de Jojutla. El acta de Cabildo, con fecha 14 de mayo de 2014, señala que la FGEM, en colaboración con las autoridades municipales, inhumó 38 cadáveres, si bien el Fiscal de la época, Javier Pérez Durón, aseguró en medios de comunicación que sólo existían 35 cadáveres con su carpeta de investigación.

22. Entre marzo y abril de 2017, se logró la exhumación de la fosa de Jojutla en la que se encontraron además de las 38 inhumaciones que la Fiscalía reconoció, 85 perfiles genéticos sin identificar. No obstante, los trabajadores del Panteón Pedro Amaro declararon que dicha fosa podría contener 150 cadáveres, aunque las exhumaciones se detuvieron a los 85 hallazgos. Habiendo transcurrido tres años, no hay avances en las investigaciones y 84 de los 85 hallazgos recuperados siguen en calidad de desconocidos (continúan sin identificar).

23. Además, ‘los restos exhumados del Panteón Pedro Amaro fueron inhumados nuevamente en el Panteón Jardín de los Recuerdos en Cuautla, Morelos y no en frigoríficos como debía haberse hecho para mantener la cadena de custodia de la evidencia forense’.

24. De esta manera, la actuación de la FGEM en la fosa de Jojutla habría permitido la continuidad de las desapariciones forzadas, en al menos dos ocasiones: ‘la primera vez disponiendo los cuerpos en la fosa común irregular de la colonia Pedro Amaro, sin ningún tipo de protocolo, respeto, o manejo...’, y la segunda ‘por el tratamiento dispensado a la evidencia recuperada, tanto a los cuerpos recuperados como a los accesorios encontrados junto a los cuerpos (...), destrozando así la evidencia forense que aún se conservaba con los hallazgos’.

25. Según la información recibida, la FGEM:

26. No aplicó los protocolos de búsqueda de personas desaparecidas.

27. En concreto, no ha creado perfiles genéticos que permitan cotejar los restos hallados con las familias que buscan a sus seres queridos, aumentando de manera injustificada la incertidumbre de las familias. De esta manera, la FGEM ha faltado a la obligación de llevar a cabo la identificación forense, reconocida en numerosas ocasiones por la jurisprudencia de la CorteIDH (entre otros, Caso de la Hermanas Serrano Cruz vs. El Salvador, párr.178) y la Relatora especial de la ONU sobre ejecuciones extrajudiciales, sumarias y arbitrarias, en su Informe A/75/384/, de 12 de octubre de 2020.

28. La FGEM ‘tampoco ha designado un enlace familiar que pueda dar cuentas del avance en el proceso iniciado con la exhumación de las fosas- como sugiere el ‘Protocolo de Minnesota’; no cuenta con una estrategia específica para identificación de los cadáveres encontrados; no conservó la cadena de custodia que establece dicho protocolo, y permitió que la administración municipal interviniera en los predios colindantes a la fosa, acordonados para su exhumación.

29. En este sentido, la Corte IDH ha señalado en varias ocasiones que en el manejo de la escena del crimen y el tratamiento de los cadáveres es necesario actuar con la debida diligencia necesaria para conservar los elementos de prueba que permitan concluir con éxito la investigación (Caso González y otras vs. México. Sentencia de 16 de noviembre de 2009,

párr.301). En cuanto a conservar la cadena de custodia, la Corte IDH considera que consiste en llevar un registro escrito preciso, complementado por fotografías y otros elementos que permitan reconstruir la historia del elemento probatorio (Caso Velázquez Paíz y otros vs. Guatemala. Sentencia de 19 de noviembre de 2015, párr. 153).

30. Además, transcurridos tres años desde las exhumaciones, la falta de actuación de la FGEM, supone la vulneración de la obligación de llevar a cabo la búsqueda de la persona desaparecida, que incluye una investigación penal de los responsables de la desaparición. En este sentido, las fuentes están preocupadas por el hecho de que la FGEM ha detenido las durante 3 años las investigaciones, paralizando las actuaciones tendientes a identificar los perfiles genéticos hallados en la fosa de Jojutla. Asimismo, ‘ha limitado el derecho a la verdad de las familias de los desaparecidos, al restringir las informaciones sobre la fosa de Jojutla, coartar la participación de las familias en las investigaciones y dilatar las acciones tendientes a identificar los 84 cuerpos que continúan sin identificar’.

31. El Grupo de Trabajo estaría agradecido por la cooperación y toda la información que pueda proveer el Gobierno de Su Excelencia sobre las siguientes preguntas:

- (i) Si los hechos relatados en la presente alegación son exactos. Si no es así, ¿cuáles son los hechos reales?
- (ii) ¿Qué medidas han sido adoptadas por el Gobierno de Su Excelencia para requerir a la FGEM que demuestre las acciones llevadas a cabo para la identificación de los restos mortales hallados en la fosa de Jojutla?
- (iii) ¿De qué manera ha adoptado la FGEM un ‘¿Plan de Exhumaciones’ a fin de identificar cuántas fosas comunes irregulares hay actualmente en Morelos, dónde están localizadas y cuál ha sido la participación de las autoridades en su funcionamiento?
- (iv) ¿En qué medida cabría la posibilidad de que la FGEM construyese un Centro de Identificación Humana con el equipamiento necesario para llevar a cabo el peritaje de los casi 700 cuerpos que continúan sin identificar y de los que se recuperarían de otras fosas comunes irregulares?

Syrian Arab Republic

32. The source reports that, between 2011 and 2017, the Syrian government, acting through branches of the Syrian Armed Forces and State Security Department, systematically perpetrated enforced disappearances against Sunni Muslims in Aleppo, Damascus, Homs, Idlib, Latakia and Rif-Dimashq. The large geographic spread is indicative of the widespread nature of the disappearances perpetrated by the government.

33. In many cases, the events amounting to the deprivation of liberty of the concerned individuals occurred in a public setting, often in full view of the victim’s family and neighbours. The relatives have described the way in which their loved ones were forcibly removed from their homes or places of work by Syrian military officers. In several cases, Syrian military officers physically beat the alleged victims while they stood standing in the street, or while they were being taken to the car.

34. The alleged arrests were also carried out at checkpoints run by the Syrian military. As the fighting in Syria intensified, the number of checkpoints in the country increased exponentially. The Syrian military used checkpoints to verify IDs and to conduct personal searches. It has also been suggested that checkpoints were set up for the explicit purpose of forcibly disappearing people. In some instances, the deprivation of liberty leading to the disappearances occurred at a checkpoint on the border between Syria and Lebanon.

35. In the majority of cases, the precise reason for the arrest or other deprivation of liberty remains unknown. The source details how Syrian military branches would carry out mass arrests of men, in particular, in a way that appears random and indiscriminate. The impression left on the relatives is that the intention behind the carrying out of mass public arrests was to incite terror in the local community.

36. Although the individuals disappeared by the Syrian military appear to be random targets, the source suggests that there is an underlying logic to the military's activities. While some relatives allege that sectarianism lies at the heart of their loved ones' disappearance, others suggest that there is a punitive aspect to enforced disappearance, claiming their loved ones were disappeared as retaliation for local resistance to the government. One of the few concrete reasons for deprivation of liberty indicated is a failure to perform military service.

37. The deprivation of liberty was followed by a complete refusal on the part of the Syrian authorities to disclose information about the fate or whereabouts of the concerned person, or even to acknowledge their existence. The relatives describe desperate attempts to obtain further information about their loved ones, often over a prolonged period. In the absence of official mechanisms for obtaining further information, it is left to relatives' own initiative to undertake the necessary inquiries into the fate or whereabouts of their loved ones.

38. In many instances, fears of reprisals have prevented relatives from making further inquiries on the fate and whereabouts of their loved ones. Male members of the family are particularly fearful. As a result, it is often female family members, who put themselves at risk to uncover the fate or whereabouts of their missing relatives. On the rare occasions when relatives have been able to obtain information, it is usually through informal sources. Several have described attempts to leverage their personal connections with individuals, such as members of the military, who have close ties to the government. Often, they were only able to obtain information through informal sources by paying exorbitant amounts of money.

39. When relatives have attempted to follow up on the leads obtained through informal channels, they have come up against the state's refusal to verify the hard-won information by acknowledging the disappearance. The refusal to validate the relatives' search for the truth compounds the original act of disappearance and is a source of re-traumatization.

40. The information provided indicates that individuals forcibly disappeared by the Syrian government were subjected to torture and cruel, inhuman, or degrading treatment. Such treatment can occur from the moment of arrest or deprivation of liberty and continue throughout the disappearance.

41. Information received also describes the disappearance of Syrian nationals by a non-state armed group known as the Army of Islam, or the Islamic Army. While the Army of Islam does not appear to be a regular division of the Syrian Armed Forces, the information provided indicates that there was cooperation between the Army of Islam and the Syrian government, and that the former was operating with the acquiescence of the latter.

42. The source also outlines the predatory way in which private individuals have sought to exploit the grief caused by enforced disappearance. Abusing the trust placed in them by relatives who are desperate to know the circumstances of the disappearance and the fate or whereabouts of their loved ones, individuals close to the Syrian government have solicited bribes for the mere promise of information and the comfort that it may bring. This amounts to enriching oneself at the expense of relatives' fundamental right to know the truth.

43. The individuals involved in brokering information include military officials, judges, and lawyers. In some cases, the relatives have fallen victim to acts of pure deception, as the promised information fails to materialize, and the broker cuts off all communication with the relatives. In other cases, the brokers are engaged in acts of extortion rather than deception, demanding huge amounts of money for even the most modest services. Some relatives believe that brokers have gone so far as to mislead them about their loved one's death.

44. It is reported that the damage caused by enforced disappearance has overwhelmed the family structures that existed prior to the disappearance in Syria. In many cases, enforced disappearance resulted in the loss of not one parental relationship, but two, as the remaining caregiver struggles to deal with the psychological harm caused by the disappearance, while shouldering the new responsibilities that have been thrust upon them.

45. The source maintains that there is a clear link between the forcible disappearance of a family member and a reduction in children's educational development and attainment. The information provided reveals that education is often disrupted when a Syrian household loses a male relative. Most relatives reported some form of disruption to children's education as a result of their loved one's disappearance. Some cited loss of motivation as the primary reason,

re-emphasizing the severe psychological and emotional consequences of enforced disappearance. Others pointed to a drop in familial support for their education, the need to work, or the pressure to marry early. Though boys and girls are similarly affected, the underlying reasons are gendered.

46. It is indicated that patriarchal norms and structures in Syria mean that a girl's right to education is often precariously held. Young Syrian women and girls have repeatedly indicated that losing their father meant losing a pillar of support for their education. Some have lost their right to freely choose their own destiny completely. This is because the financial uncertainty caused by the disappearance of the family breadwinner puts young women and girls at risk of forced and child marriage.

47. Young men and boys have reported that they became acutely aware of the family's economic and social situation following the disappearance of the family breadwinner. Recognition of the economic disruption caused by the disappearance of the breadwinner goes hand in hand with a growing sense of responsibility to improve the family's financial and social situation. Young men and boys step into stereotypically male adult roles, including by becoming income earners, to meet the needs of the family. The information presented suggests that this disproportionately affects the first-born boy in the family.

48. The combined effect of all of these factors is that the forcible disappearance of a male breadwinner increases the risk that young men and boys will be forced into child labour. It is reported that young men and boys, whose parent is disappeared, start to work from around the age of 10. They perform jobs involving hard labour, such as farming, woodcutting, and carrying heavy goods. Such work is well beyond their physical development, making it is hazardous to their health and physical wellbeing.

49. Although the source suggests that young men and boys are more likely to be forced into child labour, girls are also affected. Taking on the role of income earner impairs the enjoyment of other rights, particularly the right to education. Young men and boys have explained that education was incompatible with their new role within the family, as they took on responsibilities such as care of younger siblings and earning to support the family.

50. The Working Group would be grateful for your Excellency's Government cooperation and observations on the following questions:

- (i) Please provide any additional information and any comment you may have on the above-mentioned allegations.
- (ii) What are the rules and the procedure for accurately and promptly informing family members, legal counsel or any other persons having a legitimate interest in the information on the places of detention of persons deprived of their liberty?
- (iii) How does your Government ensure the right to a prompt and effective judicial remedy as a means of determining the whereabouts of persons deprived of their liberty?
- (iv) Please provide information concerning safeguards to prevent the arbitrary deprivation of liberty, as well as to prevent torture and other acts of ill-treatment of persons deprived of their liberty.
- (v) How does your Government ensure that any person, having knowledge or legitimate interest, who alleges that a person has been subjected to enforced disappearance is able to lodge a complaint to a competent and independent State authority? How does your Government ensure that complaints are promptly, thoroughly and impartially investigated by that authority? What steps does your Government take to protect relatives of the disappeared from any form of reprisals?
- (vi) What State authority is designated to receive and investigate such complaints? Does this authority have access to all places where persons deprived of their liberty are being held and to each part of those places, as well as to any place in which there are grounds to believe that such persons may be found?

(vii) How does your Government ensure the right of victims and their relatives to an effective remedy, which should at minimum guarantee cessation of violations, restitution, compensation, rehabilitation, satisfaction and guarantees of non-repetition?

(viii) Please indicate if the political process to bring about an end to the conflict includes negotiations aimed at the design and implementation of transitional justice measures to address the gross violations of international human rights law and serious violations of international humanitarian law committed against civilians since March 2011.

(ix) Please provide information in relation to the functioning of the Working Group on the Release of the Detainees/Abductees, the Handover of Bodies and the Identification of Missing Persons and whether victims and their families are consulted or participate in its work.

Annex III

[English and Spanish only]

Replies to general allegations

Colombia

1. On 14 January 2021, the Government replied to the general allegation transmitted after the 122nd session (A/HRC/WGEID/122/1 para 60, annex I).

Información sobre la alegación general respecto del Estero de San Antonio

2. El Director de Justicia Transicional de la Fiscalía General de la Nación, mediante comunicación de 11 de diciembre de 2020, presentó, bajo el siguiente tenor, información respecto de las actuaciones realizadas respecto de la búsqueda de desaparecidos en el Estero San Antonio:

3. El señor Manuel Bedo Ya Holguín, presidente de la Asociación Nacional de Pescadores a Pequeña Escala & Artesanales de Colombia (ANPAC) allegó derecho de petición a finales de 2019, en donde relacionó varios hechos victimizantes en el municipio de Buenaventura, además de la posible presencia de restos humanos en el llamado Estero San Antonio.

4. El despacho 223 adscrito al Grupo de Búsqueda, Identificación y Entrega de Personas Desaparecidas (GRUBE) de la Dirección de Justicia Transicional, puso así en marcha la Fase 1 del Plan Nacional de Búsqueda, consistente en la compilación y documentación de la información indispensable para garantizar la eficacia de las acciones de búsqueda de las personas presuntamente inhumadas en el Estero San Antonio y la elaboración de protocolos técnicos aplicables a los procesos de búsqueda de cadáveres en cuerpos de agua, puesto que a la fecha no se cuenta con ellos.

5. Se ordenaron las siguientes actividades investigativas:

6. A. Ampliación de la información allegada por el señor Manuel Bedo Ya Holguín, presidente de la Asociación Nacional de Pescadores a Pequeña Escala & Artesanales de Colombia (ANPAC).

En diligencia de entrevista, el señor Bedoya Holguín afirmó que a partir del año 2000 los habitantes de Buenaventura fueron víctimas del conflicto armado promovido por el paramilitarismo, fenómeno que se caracterizó por la desaparición de más de 300 personas bajo la modalidad de desmembramiento en “casas de pique” siendo arrojadas posteriormente al Estero.

También indicó que la degradación del conflicto ha generado en los pobladores un temor generalizado a denunciar y brindar información: “conoce mamás, pero no dicen nada, no les saca usted ni unas palabras, se niegan a dar información. Pero en el barrio la playita hay muchas familiares quienes han sufrido las muertes de un familiar, pero no dicen nada. Hasta se ponen bravos si uno dice uno les pregunta algo (...)” (sic).

Esta problemática ha impedido poder establecer un universo real de desaparecidos en la zona debido al alto subregistro y bajo nivel de denuncia de los hechos ante las autoridades.

7. Ubicación de fuentes de información.

Se logró ubicar y entrevistar a un postulado a la Ley de Justicia y Paz que además de ser ex integrante del Bloque Calima de las AUC fue comandante de urbanos en el municipio de Buenaventura desde el año 2001 hasta el 18 de diciembre de 2004’.

La fuente indicó que ha enunciado y aceptado ante los Fiscales de Justicia y Paz su responsabilidad en la desaparición de varias víctimas en el municipio mencionado y que, en el rango temporal del 2000 al 2004, los paramilitares acordaron con miembros de la Policía y la Armada Nacional no dejar los cuerpos de las personas asesinadas en las vías públicas para evitar llamados de atención a dichas autoridades, implementando así la modalidad de inmovilizar a las víctimas (amarradas de pies y manos) para ser llevadas en vehículos a los diferentes muelles clandestinos ubicados en zonas de bajamar donde se encontraban las embarcaciones de propiedad de las AUC.

De ahí eran conducidas a los manglares del Estero San Antonio y amarradas a sus raíces o dejadas entre 7 a 10 metros o de 20 a 30 metros de la orilla conforme el estado de la marea.

Agregó que “en el sitio denominado Estero San Antonio no hay fosas porque las víctimas no eran enterradas ahí, no había tierra firme, se dejaban amarradas a las raíces de los mangles con el estómago abierto, considero que a las fechas muchas de estas víctimas que se dejaron en estos Esteros va a ser imposible recuperar sus restos por el fenómeno de la marea, este fenómeno ayuda que los huesos se desintegren con mayor facilidad o en su defecto se encuentren marea más adentro ya que esto hace muchos años” (sic).

Por otra parte, el informante manifiesta estar en capacidad de mostrar a las autoridades los puntos en los cuales eran dejadas las víctimas, situación que será verificada una vez se cuente con los recursos logísticos y de seguridad que permitan su comparecencia en la zona’.

Adicionalmente, mediante correo electrónico del 21 de agosto del año en curso se solicitó a la Fiscalía 18 Delegada ante Tribunal indagar en diligencia de versión libre a los demás postulados del Bloque Calima de las AUC respecto a las desapariciones en el Estero de San Antonios.

En lo concerniente a las personas desaparecidas en un lapso distinto a la temporalidad del Bloque Calima (es decir diferente al año 2000 a 2004), el despacho 22J GRUBE se articuló con la Fiscalía 53 delegada del eje temático de desaparición forzada de Buenaventura’ para realizar las siguientes actividades investigativas:

- Labores de vecindario con apoyo de la Capitanía de Puerto de Buenaventura e Infantería de Marina, el ANPAC y la SIJIN con el fin de establecer la extensión del Estero, su área y los barrios lo conforman.
- Consultas en SIRDEC y sistema WATSON a fin de establecer el universo de desaparecidos reportados en los barrios que conforman el Estero.
- Consecución de mapas y ubicación de fuentes y/o testigos que indiquen posibles identidades de personas desaparecidas o muertas y lugares donde se encuentran inhumados clandestinamente.
- Revisión interna de las investigaciones que actualmente cursan en las fiscalías del eje temático de desaparición forzada de Buenaventura.
- Revisión de los registros que figuran tanto en SIJUF como SPOA de las investigaciones activas o inactivas por desapariciones ocurridas en Buenaventura del 01 de enero de 2006 al 31 de agosto de 2020.
- Análisis de contexto y asociación de casos dirigido a la construcción de patrones comunes en el actuar de los agentes generadores de violencia, como son la Empresa, los Urabeños, las AUC y las FARC que vienen afectando e impactando a la comunidad de Buenaventura, específicamente en los barrios LLERAS, SAN JOSE, ALFONSO LOPEZ, MURO YUSTI, VIENTO LIBRE, LA PLA YITA, LA PALERA, LA INMACULADA Y PUNTA DEL ESTE, PUEBLO NUEVO, JUAN XXIII, ROCKEFELLER Y SAN LUIS, BELLA VISTA, PAMPA LINDA Y CRISTAL.

El proceso de búsqueda se encuentra actualmente en la recolección de más datos para dar paso a las fases 2 y 3 del Plan Nacional de Búsqueda, esto es el análisis y verificación de la información con miras a la implementación de acciones para el impulso y avance de las investigaciones, además de la definición de mecanismos de búsqueda aplicables al contexto del caso.

8. C. Caracterización de la zona que abarca el Estero de San Antonio.

Con el objetivo de definir un contexto geográfico y medioambiental del Estero, se ofició a la Fuerza Naval del Pacífico del Ejército Nacional, al Establecimiento Público Ambiental (EPA), a la Corporación Autónoma Regional de Valle del Cauca (CVC), al Instituto de Investigaciones Marinas y Costeras (INVEMAR) y a la Dirección General Marítima (DIMAR) solicitando su caracterización.

Las respuestas han sido analizadas de manera conjunta con el Ejército Nacional y con los peritos del Grupo de Criminalística de Nivel Central con miras a definir estrategias de búsqueda viables.

9. D. Solicitud de apoyo a cuerpos de rescate.

El cuerpo técnico de investigación CTI de la Fiscalía General de la Nación no cuenta actualmente con buzos o personal especializado en procesos de búsqueda y recuperación de restos óseos en cuerpos de agua.

En consecuencia, el despacho 223 GRUBE y la Fiscalía 53 seccional de Buenaventura han solicitado al Ejército Nacional, a los Bomberos Voluntarios de Buenaventura y la Defensa Civil Colombiana de la Seccional Valle, el apoyo de recurso humano para dicha labor.

Los Bomberos Voluntarios y el Ejército Nacional respondieron que no cuentan con personal idóneo en el tema. Se está a la espera de una respuesta por parte de la Defensa Civil.

10. Restos óseos de personas víctimas de desapariciones forzadas halladas en el Estero San Antonio.

Según lo informado por la coordinación de los Grupos de Identificación Humana del CTI Nivel Central, se han recuperado varios cuerpos que fueron hallados por los pobladores en áreas de bajamar y flotando en las aguas del Estero San Antonio:

11. ENTERO SAN ANTONIO – BUENAVENTURA

12. Radicado Nunc 761096000163201002605 Fosa 1 Acta 1 - CNI Fecha Exhumación: 23/11/2010

Despacho Fiscal: 27 Seccional – Buenaventura Fuente: Sin Más Información

Resultados. Sexo: Indeterminado, Eda. Indeterminada; Talla: Indeterminada, Patrón Racial: Indeterminado; Manera De Muerte: Homicidio; Causa De Muerte: Indeterminada; No Apto Para Genética

13. Radicado Nunc 761096000163201002605 Fosa 2 Acta 2 – CNI Fecha Exhumación: 23/11/2010

Despacho Fiscal: 27 Seccional – Buenaventura Fuente: Sin Más Información

Resultados: Sexo: Indeterminado, Eda: Indeterminada; Talla: Indeterminada; Patrón Racial: Indeterminado; Manera De Muerte: Homicidio; Causa De Muerte: Indeterminada; No Apto Para Genética

14. Radicado Nunc 761096000163201002605 Fosa 3 Acta 3 – CNI Fecha Exhumación: 21/11/2010

Fiscal: 27 Seccional – Buenaventura Fuente: Sin Más Información

Resultados: Sexo: Indeterminado, Eda: Indeterminada, Talla: Indeterminada; Patrón Racial: Indeterminado; Manera De Muerte: Homicidio; Causa De Muerte: Indeterminada, No Apto Para Genética

15. De otra parte, se relaciona radicado NUNC, bajo el cual se recuperaron tres (3) cuerpos, en el Estero San Antonio, los cuales fueron entregados a Medicina Legal - Cali:

Radicado Nunc 761096000164201501606 Fecha Exhumación. 25/11/2015

Despacho: Fiscal Indagación – Buenaventura Fuente: Sin Información

16. Cuerpo Entregado A Medicina Legal Y Ciencias Forenses – Cali:

Teniendo en cuenta los informes de las diligencias de exhumación por parte del Grupo de Identificación Humana del CTI, la caracterización del Estero San Antonio realizada por la Corporación Autónoma Regional del Valle del Cauca – CVC y los resultados de genética de las muestras biológicas, la coordinación del Grupo de Criminalística conceptuó sobre los factores de descomposición que influyen en los cadáveres que se encuentran inmersos en agua desde la experiencia de la disciplina de la antropología forense, así.

17. Es importante recordar que los procesos de descomposición por los que atraviesa un cadáver desde el momento de su muerte hasta su recuperación en tierra o agua están relacionados con agentes físicos y químicos que participan en el deterioro y transformación de sus estructuras óseas y dentales, estos son: PH, clima, entorno, temperatura, humedad, e intervención al cadáver de fauna y plantas, además del tiempo transcurrido antes de su recuperación, como también a las heridas que causaron su muerte.

18. Estos procesos producen pérdida ósea, desmineralización y erosión que debilita las estructuras óseas hasta hacerlas desaparecer siendo reabsorbidas por el entorno o el medio donde estuvo expuesto el cadáver.

19. Haciendo una analogía del contexto y de los análisis en laboratorio sobre los casos recuperados en zonas de manglares, tenemos el caso de Tímbiqui, donde los cadáveres que llevaban 40 días en esta zona, se hallaron esqueletizados y desarticulados en su anatomía y dispersos por el manglar. Lo anterior puede ser producto de los animales carroñeros o del alto oleaje, o el denominado “reflujo de marea donde se observan velocidades fuertes de corriente” y las estructuras óseas meteorizadas, producto del alto índice humedad.

20. Se ha observado que los cuerpos recuperados de espejos de agua (ríos, manantiales, lagos, mar), por el alto grado de saturación de agua han perdido casi todas sus propiedades y en la mayoría de los casos, las estructuras óseas y dentales presentan erosión, desmineralización y por consiguiente extrema fragilidad.

21. Dentro de los análisis de los perfiles bioantropológicos del GIH Seccional Cali, realizados a los cadáveres recuperados de la zona del municipio de Buenaventura, según RADICADO NUNC 761096000163201002605, se puede observar que el sexo, edad, talla, causa de muerte, tienen un resultado indeterminado y las muestras biológicas (hueso y dientes) no fueron aptas para ser enviadas a cotejo genético. Son las condiciones que presentan las estructuras óseas y dentales, que no permiten mejores resultados.

Conformación de mesa técnica con peritos del grupo de Criminalística y de identificación humana del CTI Nivel Central.

22. Actualmente, la entidad no cuenta con protocolos o cartas de navegación ni antecedentes técnicos que permitan orientar la búsqueda de restos óseos en los contextos geográficos planteados en el caso que nos ocupa.

23. Por tal motivo, se solicitó a la coordinación de los Grupos de Criminalística del CTI Nivel Central la designación de un perito con experiencia en análisis y abordaje de procesos de recuperación de cadáveres en cuerpos de agua, para que en una mesa técnica exponga la existencia o no de estándares técnicos mínimos para el abordaje de casos de similar naturaleza.

24. Adicionalmente, se requirió un concepto sobre los aspectos técnicos de factibilidad de consecución de restos óseos de las personas inhumadas en el Estero San Antonio, el cual se encuentra actualmente en construcción.

Comunicación remitida al INVIAS

25. Mediante oficio dirigido al doctor Juan Esteban Gil Chavarría, Director del Instituto Nacional de Vías – INVIAS, se informó que el GRUBE se encuentra adelantando diferentes actividades investigativas encaminadas a la recolección de información que permita guiar los procesos de búsqueda de varias víctimas del delito de desaparición forzada arrojadas al Estero San Antonio en el marco del conflicto armado interno.

26. De este modo, y en vista a la inminente ejecución del contrato de obra e interventoría para el dragado de mantenimiento en ese corredor fluvial, se instó al Instituto a tomar las medidas de prevención y preservación necesarias dirigidas a evitar la pérdida de los CNI que presuntamente yacen en el Estero.

27. Por otra parte, se indicó que, si en la ejecución de la obra civil citada se presentan hallazgos de zonas de inhumación clandestina o de restos óseos expuestos, se informará inmediatamente a esta Dirección.

Reuniones con las autoridades municipales de Buenaventura, el Observatorio Social del Delito y las organizaciones de víctimas.

28. El despacho 22J GRUBE ha tenido comunicación permanente con las organizaciones sociales que representan los intereses de los familiares de las víctimas desaparecidas, el Observatorio Social del Delito, la alcaldía municipal y su secretaría de Gobierno, haciendo presencia institucional en cada una de las convocatorias realizadas a la fecha.

29. Se ha ilustrado a la comunidad sobre los avances y los retos planteados por el caso que nos ocupa, buscando la construcción de canales de comunicación y retroalimentación.

Actividades a realizar.

30. Se programará una diligencia de verificación con la fuente informante para que indique los puntos en los que eran dejadas las víctimas desaparecidas.

31. Dichas coordenadas serán analizadas de manera conjunta con el INVIAS, el Ejército Nacional y su Armada y el CTI con el objetivo de evaluar si los puntos señalados serán afectados por las labores de dragado, además del diseño de estrategias de búsqueda aplicables al contexto de la zona a abordar, esto, teniendo en cuenta que las zonas de manglar se caracterizan principalmente por su difícil acceso al ser conformadas por raíces que impiden la navegación de ciertas embarcaciones y su recorrido a pie es difícil por ser terreno movedizo.

32. Desde el punto de vista técnico – científico se analizará la información recaudada una vez se finalice la fase 1 del PNB y se buscará el apoyo de organismos nacionales e internacionales que cuenten con personal calificado para el abordaje del caso en el contexto medioambiental actual.

Observaciones sobre algunos casos de conocimiento del Grupo de Trabajo

33. La Dirección de Asuntos Internacionales de la Fiscalía General de la Nación, mediante comunicación de 29 de diciembre de 2020, remitió información actualizada respecto de los casos ubicados en las casillas números 715, 282, 254, 887, 838, 531, 821 y 820, de los 943 casos bajo conocimiento del ilustre Comité.

34. Vale precisar que la Fiscalía Delegada para la Seguridad Ciudadana advirtió que: “[...] en relación a los restantes casos a cargo de dicha Delegada, no se encontró actualización en los sistemas misionales de información SIJUF y SPOA.[...]”

Kingdom of Saudi Arabia

35. On 10 August 2020, the Government replied to the general allegation transmitted after the 121st session (A/HRC/WGEID/121/1 para 112, annex I).

In response to the request to provide any additional information or comment on the allegations

36. The allegations and claims are untrue, based as they are on unfounded and uncorroborated information.

37. In the context of its cooperation with international human rights mechanisms, Saudi Arabia wishes to point out that its domestic law, which is derived from Islamic sharia and complies with the country's international obligations, includes provision for the respect and promotion of human rights. The law sets forth a number of statutory rights and safeguards, pursuant to which a judge is required to adjudicate fairly. Many of these principles are enshrined in the Basic Law of Governance, article 26 of which requires the State to protect human rights in accordance with Islamic sharia. Article 36 of the Basic Law of Governance stipulates that: "The State shall ensure the security of all its citizens and residents. The movement of individuals may not be restricted, nor may they be detained or imprisoned save in accordance with the law."

38. Under article 7 of the Basic Law of Governance, governance in Saudi Arabia derives from the principles of Islamic sharia. Moreover, as per article 8 of the Basic Law, governance rests upon justice, consultation and equality, likewise in accordance with Islamic sharia. For its part, article 44 of the Basic Law defines the authorities of the State as: the judiciary, the executive and the regulatory authority. Each of the three has a specific mandate and they cooperate with one another in the exercise of their functions.

39. The judiciary in Saudi Arabia enjoys complete independence in the exercise of its functions meaning that it operates impartially and without external influence. No one, in fact, may interfere in its work. The judiciary derives its authority and principles from Islamic sharia, which enshrines the principle of justice as the basis of governance. Judicial independence is guaranteed under article 46 of the Basic Law of Governance, which reads: "The judiciary is an independent authority and the decisions of judges are subject to no authority other than that of Islamic sharia." Article 1 of the Statutes of the Judiciary states: "Judges are independent. They are subject to no authority other than Islamic sharia and statutory law, and no one may interfere in the course of justice." Moreover, according to article 48 of the Basic Law of Governance: "The courts apply the provisions of Islamic sharia to the cases that come before them in accordance with the Qur'an and the Sunna and with laws decreed by the ruler that do not conflict with the Qur'an and the Sunna." As for article 49 of the Basic Law: "The courts in Saudi Arabia are competent to adjudicate in all crimes and disputes, with the exception of cases that fall under the jurisdiction of the Board of Grievances (the administrative judiciary)."

40. It should be noted that no one may be arrested, detained or restricted in his or her freedom of movement save as provided for by law, in accordance with article 36 of the Basic Law of Governance. Article 38 of the Basic Law enshrines the principles of the individual nature of punishment and the non-retroactive nature of laws. It states: "Penalties are personal and there can be no offence and no penalty save with reference to the provisions of sharia or statutory law. Penalties can be imposed only for actions subsequent to the enactment of a law." For its part, article 3 of the Code of Criminal Procedure stipulates: "No one may be sentenced to a criminal penalty save for an act that is prohibited by sharia or statutory law and after being convicted in a trial conducted in accordance with due process of law." The laws of Saudi Arabia envisage a number of procedural safeguards which regulate criminal proceedings, guarantee the rights of defendants and ensure that the latter are presumed innocent until found guilty under the terms of a final court judgment handed down in conformity with the legal and statutory requirements set forth in the provisions of the Code and of other laws relevant to the nature of the proceedings.

41. Under the laws of Saudi Arabia, all accused persons are guaranteed to have their case examined by a competent and independent court in a fair and public trial during which they are given the possibility of defending themselves, of calling upon the assistance of lawyers and of challenging the court's rulings against them. Those rulings are then subjected to review before courts of a higher level. Saudi domestic laws guarantee freedom of opinion and expression for all persons unless such acts are deemed to breach or exceed the bounds of public order or the norms applicable to society, its members or its precepts. Such a restriction

is consistent with the relative international standards, including article 29 (2) of the Universal Declaration of Human Rights, which states: “In the exercise of his rights and freedoms, everyone shall be subject only to such limitations as are determined by law solely for the purpose of securing due recognition and respect for the rights and freedoms of others and of meeting the just requirements of morality, public order and the general welfare.” It is likewise consistent with article 19 of the International Covenant on Civil and Political Rights according to which all persons have the right to hold opinions without interference and the right to freedom of expression, the latter being subject to certain restrictions such as are necessary for respect of the rights or reputations of others and for the protection of national security or of public order, or of public health or morals.

42. All citizens and residents, men and women, enjoy their rights and exercise their freedoms without discrimination, in accordance with national law. No group, regardless of its designation, is accorded precedence with regard to the exercise of those rights and freedoms. Any person whose rights are violated may lodge a complaint using the available legal remedies.

43. Under the laws of Saudi Arabia, all accused persons are guaranteed to have their case examined by a competent and independent court in a fair and public trial during which they are given the possibility of defending themselves, of calling upon the assistance of lawyers and of challenging the court’s rulings against them. Those rulings are then subjected to review before courts of a higher level. Moreover, no one may be sentenced to a criminal penalty save for an act that is prohibited by sharia or statutory law and after being convicted in a trial conducted in accordance with due process of law, as explained above. Investigators have the right to prevent an accused person from communicating with others for a limited period if that is in the interests of the investigation, without prejudice to the person’s right to contact a legal representative or lawyer. This is a legal provision enshrined in article 119 of the Code of Criminal Procedure.

44. When accused persons make confessions of their own free will before the investigating authority, they must then endorse those confessions before the courts, in accordance with article 101 of the Code of Criminal Procedure. In making a judgment, the judge does not rely on confessions but on factual and presumptive evidence, arrest and search reports, witness testimonies, and cross-examinations and statements heard during the trial proceedings. Measures taken by the judge in that context may comprise hearing witnesses, visiting and inspecting the scene of the offence and seeking the assistance of experts, including forensic medical examiners. The trial, in fact, serves as the final investigation and therefore necessitates safeguards and protection for the parties involved. Article 161 of the Code of Criminal Procedure provides that if at any time accused persons confess to the charges against them, the court must hear their statements and question them on the details. It is a violation of Islamic sharia and domestic law to obtain evidence through torture and, under article 187 of the Code, any course of action that is contrary to Islamic sharia and applicable statutory law is invalid.

45. The Presidency of State Security is a government agency that concerns itself with all matters related to national security. Its functions, mandate and duties are not discretionary but are defined in domestic law, and it does not conduct trials. Like a number of other government agencies, it is associated with the Prime Minister. The presidency was established in order to enhance the capacities of security agencies, improve security-related decision-making and formulate security policies.

46. As regards the Public Prosecution Service, it is part of the Saudi judiciary and is entirely independent in the performance of its duties, meaning that it operates with full impartiality and without being swayed or influenced, and no one has the right to interfere in its work, in accordance with the Public Prosecution Act.

47. Judges in Saudi Arabia are appointed by decree of the Supreme Judicial Council, endorsed by royal order, in accordance with article 47 of the 2007 Statutes of the Judiciary, which stipulates: “Appointment and promotion in the judiciary shall be by royal order, pursuant to a decree of the Supreme Judicial Council setting forth the formal requirements applicable in each individual case.” Judges are not appointed unless in possession of

accredited diplomas. They are subject to certain conditions and are incorporated into the judiciary in accordance with articles 31 to 42 of the above-mentioned Statutes.

48. The functions of the judiciary and those of the executive are separate, each having its own specific mandate and remit. The judiciary enjoys complete independence in the exercise of its functions, as explained earlier.

49. With regard to the case involving the citizen Khaled al-Omair, the reply from Saudi Arabia made clear the reasons for his detention, the steps taken in his case at that time and the fact that they bore no relation to his complaint that he had suffered torture in the previous case. The reply also indicated the date and place of his detention.

50. The laws of Saudi Arabia are consistent with articles 2, 3, 4, 7, 9, 10, 12, 13 and 14 of the International Convention for the Protection of All Persons from Enforced Disappearance.

In response to the request to provide information about safeguards against enforced disappearance

51. Domestic law in Saudi Arabia provides adequate human rights safeguards, including protection against enforced disappearance and other abuses. There are no secret detention centres in the country and, in accordance with article 26 of the Code of Criminal Procedure, persons may be arrested only by a law enforcement agency and under an arrest order issued by the competent authority. Under article 2 of the Code, persons may be detained or imprisoned only in a location designated for such purposes and for the period prescribed by the authority. According to article 37 of the Code: “No person shall be detained or imprisoned except in places designated for that purpose by the law. The administrator of a prison or detention centre may not admit anyone except pursuant to an order specifying the reasons for and period of detention, duly signed by the competent authority. The inmate shall not remain in custody following the expiry of the period specified in that order.”

52. The placement, transfer and release of prisoners and detainees is to be recorded in special registers, as per article 7 of the Prison and Detention Act. For its part, article 114 of the Code of Criminal Procedure states: “Detention shall end after 5 days unless an investigator sees fit to extend the period of detention in which case he shall, prior to expiry of that period, refer the file to the director of the Public Prosecution Service in the relevant province – or the person deputized to act for him from among the heads of the departments within his jurisdiction – so that he may issue an order, either to release the detainee or to extend the detention for a further period or successive periods, provided that the total does not exceed 40 days from the date of arrest. In cases requiring detention for a longer period, the matter shall be referred to the director of the Public Prosecution Service – or the person deputized to act for him – so that he may issue an order to extend the detention for a further period or successive periods, provided that each period does not exceed 30 days. Following that time, the accused must either be referred to the competent court or released. In exceptional cases that require detention for a longer period, the court may approve an application to extend the detention for a further period or successive periods as it sees fit, issuing a reasoned judicial ruling to that effect.”

53. All detention centres and prisons in Saudi Arabia are subject to judicial, administrative, health and social inspections in accordance with article 5 of the Prison and Detention Act. Moreover, under article 7 of the Act, no one may be placed in, transferred to or released from a prison or detention centre without a written order from the competent authority. The Public Prosecution Service carries out its oversight duties in line with its own Statutes, article 3 (f) of which grants prosecutors the authority to supervise and inspect prisons, detention centres and any other location in which criminal sentences are enforced, to receive complaints from prisoners and detainees, verify the legitimacy of their imprisonment or detention, check whether any persons are being held beyond the expiry of the specified term, take the steps to secure the release of persons imprisoned or detained without legitimate reason and launch legal proceedings against the persons responsible. For its part, the Human Rights Commission is authorized to visit prisons and detention centres at any time and without official permission, pursuant to article 5 (6) of its Statutes. In accordance with articles 5 and 11 of the Statutes, it verifies any potential violations that might

have occurred and refers them to the competent authorities for them to take the necessary legal measures.

54. The National Society for Human Rights, which is a civil society association, also visits prisons and detention facilities, interviews inmates and detainees, receives complaints, monitors any violations that might have occurred and follows up with the competent authorities.

55. Offices have been allocated inside prisons for the Public Prosecution Service, the Human Rights Commission and the National Society for Human Rights. This helps to facilitate the exercise of their oversight mandate, which includes receiving complaints from prisoners and detainees, ascertaining their veracity and addressing them promptly and directly.

56. Accused persons are to be referred to the investigating authorities within 24 hours of arrest, according to article 34 of the Code of Criminal Procedure, which stipulates: “A law enforcement official must immediately take the statement of the arrested person. If there appears to be sufficient evidence to charge that person, he must be referred to the investigating judge, along with the police report, within 24 hours. The investigating judge must interrogate the arrested person within 24 hours then order either his arrest or release.” Accused persons are to be questioned as soon as they have been arrested and, if this is not possible, they are to be placed in detention for a period not exceeding 24 hours. Once that period has passed, the director of the place of detention must inform the head of the department to which the investigator in question belongs, and the department must then proceed to investigate the accused person or order his release. This provision is enshrined in article 109 of the Code while, under article 118, law enforcement officials may not interview or communicate with a detainee without written authorization for the investigator. The article reads: “The director of a prison or detention centre may not authorize a law enforcement official to communicate with a detainee without written authorization for the investigator. In such a case, the name of the person so authorized, the time of the interview and the date and content of the authorization are to be recorded in the register.”

In response to the request concerning the right to a prompt and effective judicial remedy as a means of determining the whereabouts of persons deprived of their liberty

57. Under domestic law, State institutions have a legal obligation to ensure that all individuals are treated fairly, regardless of their religion, race, gender or nationality. If any of those institutions or their representatives, or anybody else, violates a person’s rights, there are a number of mechanisms that provide effective human rights safeguards within a reasonable time frame, in accordance with the law. These include the courts and governmental and non-governmental human rights institutions.

58. The right to challenge the legality of arrest or detention is a general principle of Saudi law and is set forth in article 115 of the Code of Criminal Procedure, which stipulates: “When an accused person is detained, the original detention order is to be delivered to the director of the detention centre, who is to sign a copy of the order as an acknowledgement of receipt. Pretrial detainees may lodge a complaint against a detention order or a detention-extension order. The complaint is to be submitted to the head of the investigating body to which the investigator belongs, the head of the branch or the Public Prosecutor, as appropriate, and a decision is to be taken within five days of the date of submission.”

59. One of the safeguards consists in the obligation to make accused persons aware of their legal rights at the moment of arrest or detention, in accordance with article 22 of the implementing regulation to the Code of Criminal Procedure, which states: “On arrest or detention, accused persons shall be informed of the following:

- (a) The reasons for the arrest or detention;
- (b) Their right to seek the assistance of a legal representative or lawyer during investigation and trial;
- (c) Their right to communicate with a person whom they wish to inform of their arrest or detention.

60. Accused persons are required to sign to acknowledge that they have been made aware of those rights. Any refusal to sign shall be noted in the record.”

61. The safeguards also include the right to seek the assistance of a defence lawyer or legal representative. In fact, article 4 (1) of the Code of Criminal Procedure reads: “Accused persons have the right to avail themselves of the services of a legal representative or lawyer during the investigation.” Article 70 of the Code states: “The investigator may not separate an accused person from his legal representative or lawyer during the investigation.” For its part, article 139 of the Code stipulates: “If persons lack the financial means to seek the assistance of a lawyer, they may ask the court to appoint one to defend them, at State expense, as set forth in the regulations.” Under article 19 of the Act regulating the legal profession, all judicial bodies and investigating authorities must provide lawyers with the facilities they need to carry out their duties and must allow them to examine the case documents and be present during the investigation. Lawyers’ requests, furthermore, may not be refused without a legal justification. Additionally, the Charter of the Saudi Bar Association contains provisions to support the role of lawyers in promoting and protecting human rights.

In response to the request concerning rules and procedures to ensure that families, lawyers or any other person with a legitimate interest are informed immediately and precisely as to the whereabouts of persons deprived of their liberty

62. Anyone who has been arrested and detained may communicate with a person of their choice to inform them of the situation, in accordance with article 36 (1) of the Code of Criminal Procedure, which stipulates: “Persons who are detained shall be treated in a manner conducive to the preservation of their dignity and shall not be harmed physically or mentally. They shall be informed of the reasons for their detention and shall have the right to contact anyone whom they wish to notify them of their detention.” Article 116 of the Code states: “Persons arrested or detained are to be informed immediately of the reasons for their arrest or detention and they have the right to communicate with a person of their choice. This shall take place under the supervision of a law enforcement official.” Moreover, following arrest or detention, accused persons are made aware of their right to communicate with an individual of their choice, pursuant to article 22 of the implementing regulation to the Code of Criminal Procedure, as indicated in the reply to No. 3 above.

In response to the request concerning safeguards to prevent torture and other forms of ill-treatment against persons deprived of their liberty, and how personnel of national security agencies are trained in article 6 (3) of the Declaration

63. The laws of Saudi Arabia prohibit and punish torture and contain a series of guarantees and measures aimed at ensuring that no detainee or prisoner is subjected to torture, ill-treatment or other cruel, inhuman or degrading treatment. Article 2 of the Code of Criminal Procedure stipulates that no person may be arrested, searched, detained or imprisoned except where provided for by law, and that a person may be detained or imprisoned only in a location designated for such purposes and for the period prescribed by the competent authority. Moreover, arrested persons may not be subjected to physical or mental harm or to torture or ill- or degrading treatment. Article 36 of the Code also requires that arrested persons be treated in a manner that preserves their dignity and that they should not be subjected to physical or mental harm. Under article 102 of the Code, the interrogation of accused persons is to be conducted in a manner that does not influence their will to make statements. They must not be required to take an oath or be subjected to coercive measures. Nor may they be interrogated outside the premises of the investigating authority unless the investigator deems such action to be necessary.

64. Under article 118 of the Internal Security Forces Act, the offences provided for in Royal Decree No. 43 are prohibited for officers, non-commissioned officers and personnel, and entail an investigation, a disciplinary court-martial and a criminal trial. Article 28 of the Prison and Detention Act prohibits the use of violence of any kind against prisoners or detainees and envisages disciplinary measures against civilian or military officials who perpetrate such acts, without prejudice to any criminal penalty they may also incur. Pursuant to article 2 (8) of Royal Decree No. 43 of A.H. 1377 (A.D. 1958), public officials who, in the course of their duties, inflict ill-treatment or use coercion such as torture, cruelty, confiscation

of property or denial of personal liberties – including exemplary punishment, imposition of fines, imprisonment, exile or mandatory residence in a certain place and illegal entry into private dwellings – face imprisonment for up to 10 years.

65. Saudi Arabia remains bound by the human rights treaties to which it is a party, including the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment, which are considered to be part of domestic law.

66. Members of the Public Prosecution Service supervise the conduct of law enforcement officers pursuant to article 25 of the Code of Criminal Procedure, which stipulates: “Law enforcement officials – in the discharge of their law enforcement duties as envisaged in the present Act – are under the supervision of the Public Prosecution Service. The Service may ask the competent authority to look into cases involving persons responsible for violations or shortcomings in the discharge of their duties, and it may request that disciplinary proceedings be launched, without prejudice to the right also to bring criminal charges.” Thus, all the actions of law enforcement officials are monitored and supervised by the Public Prosecution Service. This is to prevent any violation of the rights, safeguards and rules enshrined in law in general and in the Code of Criminal Procedure in particular, and to hold to account persons responsible for violating such provisions. Anyone may, without legal retribution, refuse to obey orders or instructions that are at variance with the law. Provisions that conflict with Islamic sharia, or with statutory laws deriving from Islamic sharia, are considered null and void, in accordance with article 187 of the Code, which reads: “Any action that is inconsistent with the provisions of Islamic sharia and the legislation derived therefrom shall be deemed null and void.” Law enforcement officials are given specialized training courses on the application of the law while, for its part, the Human Rights Commission organizes courses, lectures, seminars and workshops to give human rights workers (governmental and non-governmental) the technical skills necessary to enable them to carry out their duties, on the basis of international human rights standards and in the light of the provisions of Islamic sharia.

In response to the question regarding how the Government ensures that anyone with knowledge or a legitimate interest who alleges that a person has been subjected to enforced disappearance has the right to complain to a competent and independent authority. What guarantees exist to ensure that complaints are investigated by the authorities promptly, thoroughly and impartially? What measures are taken to protect complainants from reprisals?

67. Saudi domestic laws provide protection for informants and witnesses in criminal cases, including cases of enforced disappearance. People are encouraged to denounce such crimes and reports are dealt with seriously even when made anonymously. Under the provisions of article 27 of the Code of Criminal Procedure, law enforcement officials are required to accept all reports and complaints they receive. The article reads: “Law enforcement officials, each within their jurisdiction, are required to accept all reports and complaints they may receive regarding offences. They – and the subordinates under their supervision – are to examine those reports and complaints, gather relevant information to be noted in records that they are required to sign, summarize and date that information in a register held for that purpose and promptly notify the Public Prosecution Service. Law enforcement officials are required, moreover, to go to the scene of an incident, secure the area, take possession of any items that may have a bearing upon the offence, safeguard evidence and take such measures as the situation might require. All the measures taken in that regard are to be noted in a special register which is to be signed by the law enforcement officials and his assistants.” Under article 40 of the Code of Criminal Procedure, anyone who is aware that a prisoner or detainee is being held unlawfully, or in a place not intended for imprisonment or detention, is required to notify the Public Prosecution Service. The article states: “Anyone who knows that a person is being imprisoned or detained unlawfully, or in a place not intended for imprisonment or detention, must notify the Public Prosecution Service. The competent official from the Service must go immediately to the place where the prisoner or detainee is located, conduct an investigation and order the person’s release if he is being unlawfully imprisoned or detained. The official shall write a report to that effect for submission to the competent authority so that it may launch legal proceedings against the persons responsible.” Reports of a prisoner or detainee being held unlawfully, or in a place

not intended for imprisonment or detention, are to be accepted even if the party making the report has no legitimate interest in the matter. The competent official from the Public Prosecution Service then goes to the place in question and takes the necessary steps, as per article 27 of the implementing regulation to the Code of Criminal Procedure, which reads: “(a) Oral or written reports concerning a prisoner or detainee being held unlawfully, or in a place not intended for imprisonment or detention, are to be accepted under article 40 of the Code, even if the party making the report has no legitimate interest in the matter. A record is to be drawn up that contains the personal information of the party making the report and the contents of the report itself; (b) The head of the branch or of the competent department is to inform the Public Prosecution Service of the existence of a prisoner or detainee being held unlawfully, or in a place not intended for imprisonment or detention. The party thus informed must immediately assign an official from the Service to go to the place where the prisoner or detainee is located and take the measures required under article 40 of the Code.” Investigators may conceal the identity of a witness if they believe that the interests of the investigation or of the witness himself so require. This possibility is enshrined in article 69 (3) of the implementing regulation, which stipulates: “Investigators may conceal the identity of a witness and not confront the witness with the parties to the case or with other witnesses, if they believe that the interests of the investigation or of the witness himself so require.” Anyone who seeks to intimidate or interfere with a witness is liable to be imprisoned for up to 24 hours, by order of the courts. Such an order is definitive, in accordance with article 119 of the implementing regulation, which reads: “Persons who are at the origin of any attempt to intimidate or interfere with witnesses while they are making their testimony shall be dealt with in accordance with article 142 of the Code and article 100 of the implementing regulation.” For their part, the courts protect witnesses against any attempted intimidation or interference in accordance with article 168 of the Code of Criminal Procedure, which stipulates: “Testimony shall be given at the court session, and each witness shall be heard separately. Where necessary, witnesses may be kept apart or confronted with each other. The court shall refuse to raise any question that is intended to influence the witness, or any leading question. The court shall not permit the raising of indecent questions unless they relate to material facts conducive to a ruling in the case. The court shall protect witnesses against any attempt to intimidate or confuse them during the delivery of testimony.” The Public Prosecution Service supervises and oversees prisons, detention centres and any other location in which criminal sentences are enforced. It receives complaints from prisoners and detainees, takes steps to secure the release of persons imprisoned or detained without legitimate reason, and launches legal proceedings against the persons responsible, as explained under No. 2 above. As article 68 of the Code of Criminal Procedure makes clear, such complaints are not to be disclosed: “The proceedings of the investigation and its outcomes are considered to be confidential and must not be disclosed, either by investigators or by their assistants, such as clerks, experts or others who, by virtue of their professional duties, are associated with the investigation. Persons who violate this provision will be held liable.” The party making the report may choose whether or not to disclose his own name. The misuse or abuse of authority on the part of public servants is prohibited under article 12 (a) and (b) of the Civil Service Act, which stipulates: “Public servants are prohibited from misusing their professional mandate or abusing their authority.” Moreover, the duties of public law enforcement officials (civilian and military) are enshrined in the laws that govern and regulate their functions. These include Royal Decree No. 43 – which criminalizes ill-treatment or coercion, such as torture, cruelty, confiscation of property or denial of personal liberties, in the course of discharging public duties – as well as other laws. Internal instructions and directives rest on the assumption that these laws are an integral part of the duties of public officials, who must abide by such laws and, if they fail to do so, face both criminal and disciplinary action. They cannot evade that responsibility and any transgression of powers or misuse of authority is investigated and punished.

In response to the question regarding which State authority is responsible for receiving and investigating such complaints and whether that authority is able to access all places where persons deprived of their liberty are being held and each part of those places, as well as any place in which there are grounds to believe that such persons may be found

68. The Public Prosecution Service, which exercises its functions with complete independence, supervises, oversees and inspects prisons, detention centres and any other location in which criminal sentences are enforced, as explained in Nos. 2 and 6 above. In fact, article 38 of the Code of Criminal Procedure states: “Competent members of the Public Prosecution Service shall, at any time and without regard to official hours, visit prisons and detention centres within their jurisdictional areas to ascertain that no one is being unlawfully imprisoned or detained. They shall examine the records of such prisons and detention centres, have access to prisoners and detainees, hear their complaints and accept any submissions they make in that connection. The wardens of prisons and detention centres shall provide the members of the Public Prosecution Service with everything they need to perform their duties.” According to article 39 of the Code: “Prisoners and detainees have the right to submit, at any time, a written or verbal complaint to the warden of the prison or detention centre and request that it be conveyed to a member of the Public Prosecution Service. The warden must accept the complaint and forward it at once, after recording it in a special register. The prisoner or detainee must receive acknowledgement of receipt. The administration of the prison or detention centre is required to allocate a separate office for members of the Public Prosecution Service from which they can monitor the conditions of prisoners and detainees.”

69. Moreover, as explained under No. 2 above, the Human Rights Commission can visit prisons and detention centres at any time and without official permission. It receives human rights-related complaints and verifies any potential violations that might have occurred, which it refers to the competent authorities for them to take the necessary legal measures. For its part, the National Society for Human Rights, which is a civil society association, also visits prisons and detention facilities, interviews inmates and detainees, receives complaints, monitors any violations that might have occurred and follows up with the competent authorities. Moreover, offices have been allocated inside prisons for the Public Prosecution Service, the Human Rights Commission and the National Society for Human Rights. This helps to facilitate the exercise of their oversight mandate, which includes receiving complaints from prisoners and detainees, ascertaining their veracity and addressing them promptly and directly.

In response to the question regarding the means available to ensure access to effective legal remedies for victims of enforced disappearance, including the families of disappeared persons

70. Under the Basic Law of Governance, all persons have the right to seek legal redress on an equal footing and without discrimination. Article 47 of the Basic Law states: “All citizens and residents of the Kingdom of Saudi Arabia have an equal right to take legal action.” Any victim, or that victim’s heirs, can always bring private criminal case, in accordance with article 16 of the Code of Criminal Procedure, which reads: “The victim or his representatives or heirs may initiate a criminal action in respect of all cases involving a private right of action and pursue such proceedings before the competent court; in such circumstances, the court must summon the public prosecutor to attend.” Any person who has suffered harm as the consequence of a crime, or that person’s heirs, may pursue private action even if the request in that regard was not accepted during the investigation. This is enshrined in article 147 of the Code, which reads: “Any person – or his heirs – who has suffered detriment as a result of an offence shall be entitled to pursue a private action before the court that is hearing the criminal case, at any stage of the proceedings, even if the request was not deemed admissible during the investigation.” If the person who has suffered harm as the consequence of a crime does not have legal capacity and has no legal or testamentary guardian, the courts must appoint a guardian to pursue that person’s private action. This is set forth in article 148 of the Code, which stipulates: “If the victim of an offence has neither legal capacity nor a legal or testamentary guardian, the court before which the criminal case is being brought shall appoint a representative to pursue the victim’s private action.”

Article 17 of the Code reads: “In cases where a private right of action is envisaged, no criminal proceedings or investigation may be initiated other than on the basis of a complaint filed by the victim or his representatives or heirs, unless the Public Prosecution Service considers it to be in the public interest to institute proceedings and investigate those offences.”

Annex IV

Press releases and statements

1. On 5 October 2020, the Working Group, together with other special procedure mechanisms, issued a [press release](#) calling on the UK Parliament to reject a government bill they say would give British soldiers advance immunity for war crimes and crimes against humanity.¹
2. On 12 October 2020, the Working Group, together with other special procedure mandates, issued a [press release](#) calling for the end to detention and intimidation of peaceful protesters.
3. On 27 November 2020, the Working Group, together with other special procedure mandates, issued a [press release](#) calling for the release of Egyptian human rights defenders jailed after meeting diplomats.
4. On 30 November 2020, the Working Group, together with other special procedure mandates, issued a [press release](#) calling on governments around the world to do more to prevent slavery and exploitation during the COVID-19 pandemic.
5. On 7 December 2020, the Working Group, together with other special procedure mandates, issued a [press release](#) indicating that the decision to release on bail three senior staff from the Egyptian Initiative for Personal Rights (EIPR) was a positive first step.
6. On 9 December 2020, the Working Group, together with other special procedure mechanisms, issued a [press release](#) calling on the Pakistan to uphold its human rights obligations by initiating prompt, thorough and impartial investigations into acts of enforced disappearances and torture, in particular concerning the incommunicado detention of human rights defender Idris Khattak.
7. On 16 December 2020, the Working Group endorsed a [press release](#) issued by the Special Rapporteur on the situation of human rights defenders, expressing dismay at the treatment of human rights defenders and lawyers in China, as they continue to be charged, detained, disappeared and tortured five years after the start of a crackdown on the profession under the guise of national security concerns.²
8. On 18 January 2021, the Working Group, together with other special procedure mechanisms, issued a [press release](#) condemning the violent events at the US Capitol in Washington and calling on the United States of America to de-escalate tensions and unify the country in full respect for democracy and the rule of law.
9. On 1 February 2021, the Working Group, together with other special procedure mechanisms, issued a [press release](#) calling on Russia to ensure historian and human rights defender Yuri Alexeevich Dmitriev has a fair trial amid concerns the proceedings against him are politically motivated after a court ordered he stop using his own lawyer and engage a state appointed counsel.³
10. On 1 February 2021, the Working Group, together with other special procedure mechanisms, issued a [press release](#) calling on Azerbaijan and Armenia to promptly release prisoners of war and other captives from the recent Nagorno-Karabakh conflict, and to return bodies to families for burial with due respect for cultural customs.⁴
11. On 4 February 2021, the Working Group together with other special procedure mechanisms, issued a [press release](#) calling on Iran to stop the execution of Baloch minority prisoners condemning the hanging of Javid Dehghan, an Iranian from the Baloch minority, on 30 January 2021.

¹ <https://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=26342&LangID=E>.

² <https://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=26612&LangID=E>.

³ <https://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=26703&LangID=E>.

⁴ <https://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=26702&LangID=E>.

12. On 5 February 2021, the Working Group, together with other special procedure mechanisms, issued a [press release](#) urging the Sri Lankan authorities to stop rolling back hard fought progress made on rebuilding democratic institutions, and to press for accountability for past crimes and deliver justice for victims and promote reconciliation between communities.⁵

⁵ <https://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=26725&LangID=E>.

Annex V

Other activities

1. On 1 October 2020, Bernard Duhaime and Luciano Hazan participated in an event at the University of the País Vasco (Spain) in commemoration of the 40th anniversary of the Working Group.
 2. On 28 October 2020, Luciano Hazan held a meeting with the Ministry of Justice and Human Rights in Chile, to discuss the mandate of the Working Group.
 3. On 27 October 2020, Luciano Hazan participated in an event organized by the International Commission of Jurist and the Human Rights Joint Platform, with a presentation on enforced disappearances in Turkey.
 4. On 20 November 2020, Luciano Hazan participated in a meeting entitled “*The right to search for the disappeared*”, with the participation of national search units of Mexico, Colombia, El Salvador and Peru, and with representatives of the Committee on Enforced Disappearances and the Interamerican Commission on Human Rights.
 5. On 10 December 2020, Luciano Hazan presented the Working Group’s thematic report on Standards and public policies for an effective investigation of enforced disappearances, in a meeting with the *Movimiento por nuestros desaparecidos* in Mexico.
-